

Rapport annuel 2007

Rapport annuel d'APC 2007
ISBN : 92-95049-55-1
APC-200807-APC-AR-FR-PDF-0051

Traduction : Danielle Ellder
Révision : Frédéric Dubois
Révision de la mise en page : Karine Ducloyer

Licence Creative Commons Licence : Paternité-Pas d'utilisation commerciale-Pas de modification 3.0
creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/deed.fr
Juillet 2008

Conception graphique : MONOCROMO info@monocromo.com.uy

Imprimé par : MONOCROMO

Imprimé en Uruguay
Édition faite sous protection de l'article 79 de la loi 13.349
Dépôt légal 342125

TABLE DES MATIÈRES

Introduction au Rapport annuel d'APC 2007 par la directrice exécutive /	5
Message du président du conseil d'administration d'APC /	11
Programmes d'APC : Accomplissements en 2007 /	15
Programme des politiques de communication et d'information (PPCI) /	16
Programme d'usage stratégique (PUS) /	23
Programme d'appui aux réseaux de femmes (PARF d'APC) /	30
Développement du réseau et participation /	39
Membres d'APC en 2007 /	42
Nouveaux membres d'APC en 2007 /	44
Réalisations des membres d'APC en 2007 /	47
Répertoire : Gouvernance et équipe /	65
La communauté d'APC dans le monde : Événements où APC a été présente en 2007 /	70
Publications et recherche d'APC /	74
États financiers annuels pour 2007 /	77
Remerciements /	78
Acronymes et abréviations /	80



ANRIETTE ESTERHUYSEN
DIRECTRICE EXÉCUTIVE

INTRODUCTION AU RAPPORT ANNUEL D'APC 2007 PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Le Rapport annuel dresse un bilan très positif de l'ampleur du travail de la communauté d'APC. Il présente les expériences des membres du réseau ainsi que les réflexions du personnel sur les accomplissements d'APC en tant qu'organisation.

Le but premier et historique d'APC est d'autonomiser et de soutenir les organisations de la société civile (OSC) et les mouvements citoyens par l'usage des TIC. Dans ses deux premières années d'existence, APC a été à l'avant-garde des technologies, des compétences et des processus permettant d'atteindre ce but.

Depuis sept ans, nous avons également inclus le plaidoyer pour des espaces politiques, environnements propices à l'usage efficace des TIC pour les droits humains, le développement, l'égalité de genre et la justice sociale. Les membres d'APC définissent l'orientation, les priorités stratégiques du réseau et sont les représentants d'APC dans le monde. Ils sont présents au sein d'espaces thématiques, régionaux, nationaux et locaux. Le personnel met en oeuvre les programmes nécessaires à l'application de la vision et de la stratégie d'APC. Il éclaire et modèle cette stratégie. Les membres et le personnel constituent ensemble une communauté aux frontières poreuses ; celle-ci comprend des partenaires stratégiques, notamment d'anciens membres de l'association et du personnel. La vision et la pratique sont le produit des actions, des connaissances et de l'expérience de cette communauté et des groupes qu'elle côtoie.

En 2007, APC est à la fois un réseau et une organisation. Ses activités sont mises en oeuvre dans le cadre de trois programmes de base¹ et des systèmes de gestion². Les actions du personnel sont encadrées par des priorités stratégiques qui ont été définies par nos membres en novembre 2003³ et concrétisées dans le plan d'action de 2004-2008. Ces priorités stratégiques ont été définies par les membres pour l'ensemble d'APC et elles éclairent, directement ou indirectement, le travail qui se déroule dans tout le réseau, dans les programmes d'APC et celui de ses membres.

Priorités stratégiques pour 2004-2008

Nous approchons du terme de notre cycle actuel, défini par les objectifs suivants :

- Promouvoir et faciliter l'usage stratégique des TIC par les OSC
- Renforcer le rôle et la participation d'APC et des OSC aux processus des politiques de TIC
- Développer et renforcer le réseau des OSC qui œuvrent dans le sens de l'usage des TIC pour l'équité et le développement.⁴

1 Politiques de communication et d'information, Usage stratégique des TIC et Appui aux réseaux de femmes.

2 Communications, réseautage, finances, ressources humaines, gestion stratégique et collecte de fonds.

3 Réunion du conseil d'APC, Cartagena, Colombie, novembre 2003.

4 Priorités stratégiques pour 2000-2004 : « Construire des communautés de l'information », « Les droits d'internet » et « Mobiliser la participation et renforcer les capacités ».

Les priorités s’ancrent par ailleurs dans deux autres thèmes : le développement durable ainsi que l’égalité de genre et l’autonomisation des femmes.

En 2007, APC est revenue systématiquement sur les progrès accomplis dans l’application de la vision exprimée dans le plan d’action stratégique 2004-2008, ainsi que sur sa pertinence ou sa perte de pertinence. Pour ce faire, nous avons établi un système de suivi interne et avons tenu des discussions interactives avec le conseil d’administration et avec les membres lors de rencontres régionales en personne en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord. Cette évaluation de mi-parcours (MTA, pour ses sigles en anglais) nous a beaucoup appris.

Le réseau a atteint ses objectifs dans les trois secteurs prioritaires, en particulier dans le domaine des politiques et de l’établissement de réseaux. Nous avons également intégré la sensibilisation au genre à l’échelle du réseau. Mais nous n’avons pas agi seuls. APC est une communauté composée de membres, de partenaires et d’une petite équipe de travail. Elle fait également partie d’un vaste mouvement pour le changement social qui compte de nombreux acteurs. Notre rôle n’en reste pas moins très important et pendant cette période, nous avons consolidé notre position de premier réseau en matière d’information et de communication pour l’équité au plan social.

Les trois priorités définies par les membres se sont révélées extrêmement pertinentes. L’évaluation réalisée à partir des observations des membres a révélé notamment « le sentiment général que les priorités fixées pour l’organisation au début de la période sont encore valides et importantes pour les membres. Presque toutes les organisations qui ont participé aux réunions régionales ont indiqué que les trois priorités stratégiques les concernaient directement et qu’elles y contribuaient activement »⁵.

Le lien avec le « développement durable » s’est révélé complexe en raison des différentes interprétations qu’on donne à ce terme. Un certain nombre de membres estiment que pour APC, « développement » implique nécessairement la notion de « durable » alors que selon d’autres, le terme implique qu’APC doit se lancer dans des interventions programmatiques préconisant l’usage des TIC au service d’un environnement naturel durable. Le rapport d’évaluation de mi-parcours rend compte de cette ambiguïté⁶.

APC est une organisation unique en son genre. Nous avons connu une énorme expansion, sur le plan des membres, du personnel, des activités, des extrants, mais aussi, selon nous, des résultats et des effets de notre travail en tant que réseau. Ce faisant, nous avons réussi à ne pas perdre de vue nos valeurs et sommes restés un réseau uni reposant sur la confiance, le respect et la bonne foi. Nous ne réussissons pas toujours, mais nous travaillons très fort en ce sens et prenons très au sérieux les échecs afin de conserver ce sentiment commun de confiance et d’appropriation.

5 Du rapport d’évaluation de mi-parcours, par Debbie Budlender, août 2007, p. 8.

6 « Les discussions de plusieurs réunions régionales enregistrées ont révélé la nécessité de nouvelles discussions sur les questions transversales, en particulier sur le développement durable. Il est possible que les membres finissent pas s’entendre sur cette question transversale ou sur ses aspects qu’ils soulignent. Mais pour le moment, il semble que les membres en fassent une interprétation très divergente. Certains, par exemple, pensent que le terme renvoie à la contribution d’APC à la réduction de la pauvreté et au « développement » en général alors que d’autres le comprennent comme l’incidence (éventuellement négative) des technologies de communication sur l’environnement. Dans l’ensemble c’est la première interprétation qui semble dominer ». Rapport d’évaluation de mi-parcours, p. 40.

« APC est une organisation très respectée par une grande diversité d'intervenants, pour les aspects tant techniques, que de politiques et de plaidoyer de son travail. L'évaluation a montré la diversité des partenariats qu'APC utilise dans son travail, comme en témoigne le nombre de partenaires désignés dans l'évaluation, mais également la façon dont elle a co-organisé bon nombre des événements décrits dans l'évaluation. La capacité d'établir ce genre de partenariats est en soi une indication indirecte de l'estime que l'on porte à l'organisation et à son travail »⁷.
– Évaluation indépendante du programme des politiques d'APC

Nos relations avec les autres organisations en témoignent. L'une des grandes réalisations d'APC depuis quatre ans est le fait que les autres organisations du secteur, et au-delà, nous respectent, nous valorisent et nous font confiance.

Priorités stratégiques pour 2008-2012

En 2007, nous avons renforcé ces liens en invitant les partenaires à la dixième réunion de l'Assemblée générale d'APC, qui s'est tenue à Rio de Janeiro en novembre 2007. Plus de 60 personnes représentant les membres, le personnel et les partenaires d'APC, se sont réunies pendant une semaine de prises de décisions et de planification stratégique intense. La réunion a été organisée avec une efficacité remarquable et RITS, le membre d'APC au Brésil, a été d'une grande générosité.

Il y a toujours quelque chose d'émouvant à retourner à Rio. La première activité importante d'APC à l'échelle du réseau a été notre participation au Sommet de la Terre à Rio en 1992. Un large groupe de gens d'APC venant des quatre coins du monde s'est chargé de l'information en ligne et du soutien technique pour que des milliers d'organisations non gouvernementales qui ne pouvaient pas se rendre à Rio puissent participer activement au processus préparatoire et au Sommet lui-même⁸.

7 « Rapport d'évaluation sur le Programme des politiques de communication et d'information d'APC », par Debbie Budlender (Community Agency for Social Enquiry), Le Cap, avril 2006. www.apc.org/fr/pubs/manuals/policy/all/rapport-d-evaluation-sur-le-programme-des-politiqu

8 « The Association for Progressive Communications and the networking of global civil society: APC at the 1992 Earth Summit », par Rory O'Brien et Andrew Clement. www.apc.org/about/history/apc-at-1992-earth-summit
Les auteurs précisent que : « Deux ans avant la conférence, l'ONU a commencé à collaborer avec APC pour diffuser l'information sur le sommet aux ONG (Information Habitat, 1990). L'ONU a affiché des documents d'information sur les enjeux, des ébauches de politiques, des notes d'information sur les pays et des bulletins logistiques sur des sites de conférences informatiques partagés au niveau international sur tous les réseaux d'APC. Plusieurs milliers de groupes de la société civile ont ainsi été tenus informés, à très peu de frais pour l'ONU. Pendant les dix jours du sommet, un groupe du personnel technique et de soutien a établi deux centres de communication, un assurant un service au site officiel de l'ONU et l'autre au Forum mondial des ONG, le sommet dit « alternatif » à l'autre bout de la ville. APC a offert gratuitement ses services aux participants, y compris la promotion, la formation et l'information. Ces installations ont permis aux groupes d'être en contact quotidien avec leurs collègues à la conférence et avec ceux restés dans leur pays et dans le reste du monde, facilitant ainsi l'évaluation des déclarations officielles des gouvernements et permettant d'énoncer et de diffuser des points de vue différents. Les contributions des activistes du monde entier qui n'avaient pas pu assister en personne ont conduit à des modifications de résolutions ».

Priorités stratégiques d'APC pour 2008-2012

Accès pour tous

Malgré l'amélioration spectaculaire de l'accès aux TIC, l'exclusion numérique persiste et trop de gens ne peuvent toujours pas se servir des TIC pour améliorer leur qualité de vie. L'inclusion numérique implique des interventions à trois niveaux: 1) l'accès, 2) l'appropriation et 3) l'usage stratégique. L'accès est une condition préalable à l'appropriation tandis que l'accès et l'appropriation sont des conditions préalables à l'usage stratégique. Le renforcement des capacités recoupe les trois.

Mobilisation critique des nouvelles technologies¹

APC continuera de mobiliser activement les avantages potentiels des TIC pour la justice sociale. Nous privilégierons en particulier les nouvelles technologies (outils et plateformes) susceptibles de renforcer le réseautage pour la justice et le développement, la participation de la population et l'inclusion sociale. Nous tiendrons compte également des effets négatifs possibles de ces technologies ; par exemple, les effets néfastes sur l'environnement durable et sur la diversité culturelle et linguistique.

Environnement durable et TIC

APC préconisera l'usage stratégique des TIC pour renforcer les efforts en faveur d'un environnement durable et sensibiliser aux impacts environnementaux du secteur des TIC. Le réseau d'APC étudiera son propre impact sur l'environnement. Nous chercherons à créer des modèles de « consommation durable » pouvant s'appliquer au développement et à l'utilisation des TIC.

Droits de l'information et de la communication²

APC poursuivra et renforcera son travail pour faire des droits de l'internet une réalité pour tous. L'internet est un espace public mondial qui doit être ouvert, abordable et accessible à tous. APC croit que la capacité de partager l'information et de communiquer librement sur internet est vitale à la réalisation des droits humains énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1976), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1976) et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1981).

Pour une croissance des licences mondiales de bien commun en information

APC tentera de faire comprendre l'importance des licences de bien commun en matière d'information et de savoir et de faire en sorte d'en assurer l'expansion.

Priorités stratégiques liées au renforcement interne d'APC

Mobiliser les ressources

Faire en sorte que l'organisation APC et les membres de son réseau aient accès aux ressources dont ils ont besoin pour mettre en œuvre efficacement sa vision et sa mission.

Développement et gouvernance du réseau

Faire en sorte que le réseau d'APC reste dynamique et participatif et qu'il soit un centre de coordination des approches novatrices et locales à l'égard de l'utilisation des TIC pour la justice sociale et le développement.

1 Nouveautés dans les infrastructures, les normes, les appareils, les applications et les sources d'énergie.

2 <http://www.apc.org/fr/pubs/briefs/policy/all/charte-des-droits-dinternet>



MEMBRES, PERSONNEL ET PARTENAIRES D'APC À LA RÉUNION DU CONSEIL DE RIO EN NOVEMBRE.
PHOTO: MIHALY BAKO

Un lien fort avec cet aspect de l'histoire d'APC a été tissé dans la séance de planification stratégique de 2007, lorsque les membres ont fait des TIC et de l'environnement durable une de nos priorités pour le plan d'action de 2008-2012. Non seulement nous ne perdons pas de vue nos valeurs, mais nous n'oublions pas non plus notre histoire.

Les membres ont défini sept domaines d'importance stratégique qui devraient être prioritaires pendant les cinq prochaines années. Certains de ces domaines font suite à ce que nous avons commencé dès 2000, comme les droits de l'internet, par exemple, mais d'autres sont nouveaux. Deux des sept priorités ont trait au renforcement des capacités et à la viabilité d'APC.

Nos remerciements

Les objectifs d'APC sont ambitieux, peut-être trop à bien des égards. Le fait que nous accomplissions autant est le résultat d'efforts considérables et du soutien de nombreuses personnes. J'aimerais les remercier toutes énormément : le conseil d'administration d'APC et ses membres, dont beaucoup se portent volontaires pour faire partie des groupes de travail et des comités de dotation et consacrent une partie de leur temps libre à soutenir les projets d'APC ; l'équipe du personnel qui ne cesse de m'étonner par sa capacité à travailler incroyablement fort tout en réussissant à avoir une vie personnelle intéressante ; le petit groupe très dévoué de consultants qui collabore avec nous régulièrement ; nos partenaires stratégiques (institutions et particuliers) qui sont souvent prêts à contribuer et donner des conseils ou joindre leurs forces à très brève échéance et tous nos partenaires donateurs. ■



DANILO LUJAMBIO
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'APC

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'APC

LE LONG CHEMIN VERS L'UTOPIE SE MESURE PAS À PAS

Dans un monde où la mondialisation semble imposer un discours unique, des idées hégémoniques, le recours à la force et la réduction au silence des voix et des projets, c'est prendre un chemin tortueux et qui va à contre courant que de vouloir réaliser un consensus, être capable d'écouter, comprendre toutes les voix et créer des réseaux.

C'est pourtant ainsi qu'APC tente de travailler. Nos membres et notre équipe cherchent à édifier un monde plus juste, pluraliste et durable. Un monde plus diversifié grâce à des réseaux médiés par la technologie. Ce fut notre ambition en 2007.

Nous avons ajouté six membres à notre réseau: trois situés en Afrique (dont deux francophones de l'Afrique de l'Ouest), deux des Balkans et un de l'Asie. Quatre proviennent de pays où APC n'avait pas encore de représentants.

Nous avons réussi à lancer le premier numéro de *Global Information Society Watch*, qui témoigne de la réalité des politiques de TIC dans la société de 22 pays. Bon nombre de nos membres ont participé en rendant compte de la situation dans leur pays.

Ce rapport a déjà eu un effet marquant dans certains de ces pays : il a non seulement été cité dans les médias, mais il a également servi à justifier des demandes et des propositions de collaboration auprès d'autorités locales pour transformer la situation.

Nous cherchons à poursuivre la publication régulière du rapport, dans l'espoir d'en faire un véritable observatoire international des politiques de TIC pour ceux qui se préoccupent de justice sociale, de développement équitable et d'accès pour tous. En 2008, le thème central sera celui de l'accès.

Nous continuons de nous battre pour l'accès aux infrastructures de communication en insistant sur le concept de l'accès ouvert.

Dans cette veine, il est intéressant de souligner la poursuite du projet communautaire sans fil en Afrique, qui a appris à des techniciens et des « technophiles » locaux comment installer des points d'accès sans fil dans des régions qui n'auraient pas autrement accès à l'internet. A partir des leçons tirées de ce projet en Afrique, dix membres d'APC d'Amérique latine ont organisé et lancé le projet TRICALCAR (Tisser des réseaux communautaires sans fil en Amérique latine et dans les Caraïbes). Des participants de toute la région, 98 au total, ont assisté à des ateliers intensifs au Pérou, au Mexique et en Argentine. Les hommes et les femmes qui ont participé ont été choisis en fonction de leur engagement dans la vie de leurs collectivités locales et rurales, afin que le projet touche directement les groupes situés dans des secteurs exclus, ou ceux qui travaillent avec ces groupes.

La technologie sans fil témoigne d'un grand potentiel pour étendre l'accès à l'infrastructure aux endroits où le marché ne répond pas aux besoins.



AHMED SWAPAN MAHMUD DE VOICE, BANGLADESH, PRÉSENTE LA VERSION EN BENGALI DE LA CHARTE DES DROITS D'INTERNET D'APC À LA RÉUNION DES MEMBRES DE L'ASIE-PACIFIQUE À SYDNEY. PHOTO: FREDERICK NORONHA

Dans le même ordre d'idées, mais dans une région différente, APC continue de chercher une solution structurelle au problème du manque d'accès abordable et accessible à la large bande en Afrique. Il s'agit de briser le monopole des projets de câble sous-marin comme EASSy et SAT-3, qui fixent les prix d'accès prohibitifs qui ont actuellement cours sur le continent.

Dans le cadre de nos efforts de promotion des activités qui font un usage stratégique des logiciels libres, nous avons remis le prix des logiciels libres Chris Nicol. Quel meilleur tribut à notre cher collègue qui nous a quitté en 2005, que de poursuivre son travail pour que ce type de solution technologique continue de rejoindre les communautés et les groupes? Les projets des finalistes étaient excellents. Nous avons été ravis de remettre un prix conjoint à deux initiatives : un projet national qui permet

à des millions de Népalais d'utiliser des logiciels dans leur langue et un projet local en Oregon, aux États-Unis, qui forme des chômeurs à utiliser et même programmer des ordinateurs utilisant des logiciels libres.

Nos collègues du Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC ont continué de travailler d'arrache pied pour sensibiliser aux disparités de genre et trouver les moyens d'y remédier, renforcer les capacités, produire des publications et faire entendre leurs voix dans les espaces publics.

Ils ont travaillé à l'adaptation de la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) pour qu'elle puisse être utilisée dans les télécentres, les communautés rurales, les processus nationaux de politiques de TIC et les initiatives de localisation.

Pour la deuxième année de suite, la campagne Réapproprie-toi la technologie! a été organisée. Des organisations dans plus de dix pays y prennent part afin de lutter contre la violence faite aux femmes, suscitant l'intérêt au niveau international.

Dans nos communications, nous continuons de chercher à renforcer la diversité en offrant notre actualité dans plusieurs langues. Cet effort a été extrêmement important. En 2007, nous avons également restructuré notre site APC.org pour améliorer la présentation des nombreuses activités du réseau.

À l'interne, nous avons tenu des rencontres en personne avec nos membres d'Asie en avril et nos membres européens en mai, en plus de la réunion du conseil qui a eu lieu à



LEE JONG-HOI, DU MEMBRE D'APC JINBONET, CORÉE DU SUD, ET CHEEKAY CINCO (PHILIPPINES) DU PROGRAMME D'USAGE STRATÉGIQUE D'APC PENDANT LA RÉUNION DU CONSEIL DE RIO. PHOTO: MIHALY BAKO

Rio de Janeiro, au Brésil, en novembre. Il est toujours agréable de mettre un instant la technologie de côté pour rencontrer nos collègues, partager, débattre et comprendre nos différentes visions. En 2007, la rencontre a été plus importante que jamais car nous avons établi les priorités stratégiques du réseau que nous adopterons pour 2008-2012. Nous avons également approuvé les nouveaux statuts d'APC – après cinq ans de préparation et de discussions – qui conviennent mieux à une organisation en réseau.

En somme, une année pleine de vie qui vaut la peine d'être racontée. Une vie qui se construit dans un réseau. Un réseau lié par des projets communs dans de nombreuses régions. Un réseau qui parle des langues différentes, nourri par différentes cultures, mais qui tente toujours de faire entendre la voix des moins nantis. Un réseau qui cherche à unir et à réaliser un consensus sur les scènes nationales et internationales pour avoir une influence, en s'appuyant toujours sur les groupes locaux, les communautés rurales et les secteurs les plus défavorisés, dans l'espoir que les TIC contribuent à un monde plus équitable.

Un réseau qui a beaucoup à apprendre, beaucoup à améliorer, bien des défis à relever, mais un réseau composé de gens passionnés de technologie et qui veulent aussi créer des réalités plus justes et vivables pour tous. ■

PROGRAMMES D'APC: ACCOMPLISSEMENTS EN 2007

APC A ATTEINT SES OBJECTIFS GRÂCE AUX EFFORTS COMBINÉS DE NOTRE COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DE MEMBRES ET ALLIÉS STRATÉGIQUES, AINSI QUE D'UNE PETITE ÉQUIPE COMPOSÉE DU PERSONNEL. ENSEMBLE, NOUS FAISONS FACE AUX DÉFIS DU CHANGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT CONSTANT DES TIC D'UN CÔTÉ ET D'UNE INÉGALITÉ SOCIALE CROISSANTE DE L'AUTRE.

NOUS CANALISONS NOTRE ÉNERGIE ET NOS RESSOURCES DANS LE CADRE DE TROIS PROGRAMMES : LES POLITIQUES DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION ; L'USAGE STRATÉGIQUE DES TIC ET L'APPUI AUX RÉSEAUX DES FEMMES. APC ÉTANT NON SEULEMENT UNE ORGANISATION À BUT NON LUCRATIF, MAIS AUSSI UN RÉSEAU, NOUS INCLUONS ICI LES RAPPORTS DU SYSTÈME DE GESTION DU DÉVELOPPEMENT DE RÉSEAU, DU RÉSEAUTAGE ET DU PLAIDOYER.

PROGRAMME DES POLITIQUES DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION (PPCI)

En 2007, le programme des politiques d'APC a connu un grand moment lors de la séance plénière sur l'accès dans le cadre du Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI) qui s'est tenu à Rio de Janeiro. En effet, Mike Jensen, un collaborateur de longue date d'APC, a indiqué succinctement que pour atteindre l'objectif d'une large bande universelle abordable en Afrique, il fallait :

- Renforcer la concurrence et l'innovation dans le secteur de l'internet et des télécoms et adopter une régulation efficace
- Construire plus de fibre pour les dorsales, nationales et internationales, s'accompagnant d'une régulation efficace pour un accès non discriminatoire à la bande passante par les opérateurs et les fournisseurs de services
- Faire davantage pour stimuler la demande, en particulier de la part des gouvernements nationaux, afin de construire des applications locales utiles
- Assurer une meilleure alimentation électrique
- Établir de meilleurs indicateurs pour mesurer les progrès.

C'est l'approche que le gouvernement du Kenya a adoptée et qui se généralisera en Afrique de l'Est une fois que le câble sous-marin TEAMS atterrira à Mombasa en 2009. C'est l'approche adoptée par le Sommet Connect Africa de Kigali, en octobre 2007. Il n'est pas fréquent de voir une telle convergence simultanée de points de vue au sujet de l'accès aux niveaux national, régional et mondial, ainsi qu'entre les différentes parties prenantes – gouvernements, secteur privé et société civile – dans un espace mondial comme le FGI. Les trois ateliers multipartites sur l'accès (un dirigé par l'ISOC, un par le secteur privé et un par APC) ont également abouti à une même convergence sur les moyens à utiliser pour améliorer l'accès à l'internet dans le monde. C'est justement le principal objectif du PPCI : réaliser simultanément un consensus sur les politiques de TIC dans les espaces nationaux, régionaux et mondiaux.

Le processus décisionnel devient transcalaire et polycentrique

Les politiques publiques mondiales qui influencent l'évolution de l'internet, sa régulation et finalement la façon dont la société civile et les citoyens du monde y accèdent et l'utilisent sont complexes et dispersées. Le processus décisionnel est moins « national » et plus « transcalaire »¹ – c'est-à-dire qu'il est influencé par les relations régionales et l'interaction entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile dans des espaces décisionnels internationaux ; il n'est plus limité aux frontières nationales. Étant donné

1 Au-delà de « décentralisé », nous adhérons au terme « trans-scalaire », tiré de Scholte Jan Aart, *Reconstructing Contemporary Democracy*, Indiana Journal of Global Legal Studies, Vol. 15(1), p. 2, 2008. papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1077587#PaperDownload



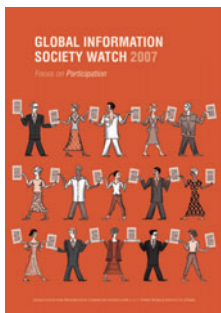
KATERINA FIALOVA D'APC RENDANT COMPTE À L'OCCASION D'UN ATELIER DU FGI EN NOVEMBRE.
PHOTO: WILLIE CURRIE

qu'une plus grande diversité d'institutions participent simultanément à la régulation de l'internet aux trois niveaux, les pouvoirs réglementaires sont répartis entre les espaces mondiaux, régionaux et nationaux sous la forme de « réseaux polycentriques »².

Les citoyens et les communautés ne sont plus assujettis aux seules lois nationales mais sont touchés par ces dimensions « trans-scalaires et polycentriques » de la politique. Ceux qui vivent dans des États-nation en Europe peuvent détenir une citoyenneté régionale au sein de l'Union européenne. Aujourd'hui, un citoyen en ligne peut faire partie d'une communauté située dans un autre pays, au même titre que ces Africains affiliés à des clubs de football britanniques.

Les résultats sur le terrain et les leçons apprises

C'est ce à quoi s'attaque concrètement le PPCI, comme en témoigne le lancement du rapport de Global Information Society Watch en 2007 (GISWatch)³. Le rapport associe



l'analyse de l'impact du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et des espaces qui ont suivi comme le FGI, et à l'analyse de quelques institutions polycentriques qui assurent la gouvernance mondiale des TIC et de l'internet, comme l'ICANN et l'UIT. Il présente également des rapports d'un certain nombre de pays qui donnent une perspective nationale sur les politiques de TIC mondiales. Le rapport GISWatch présente les

LE GLOBAL INFORMATION SOCIETY WATCH 2007
A PORTÉ SUR LA PARTICIPATION.
IMAGE: MATIAS BERVEJILLO POUR APC

2 Scholte, 2008, p. 2.

3 www.apc.org/fr/pubs/reports/policy/world/global-information-society-watch-2007

LEÇONS TIRÉES DES EXPÉRIENCES DE PLAIDOYER AU NIVEAU NATIONAL

- Les processus des politiques de TICpD sont dynamiques, fluides et parfois chaotiques
- Les processus des politiques de TICpD doivent faire l'objet d'une recherche contextuelle approfondie
- Un large éventail de parties prenantes travaillant aux processus des politiques de TICpD doit participer
- La communication et la diffusion doivent être largement intégrées aux processus des politiques de TICpD
- Le cheminement des processus de politiques de TIC vers leur mise en œuvre n'est pas bien compris.

résultats concrets pour les citoyens dans les espaces politiques nationaux à la suite des négociations et des actions lancées dans le cadre de ces sphères décisionnelles transcalaires et multipartites, ainsi qu'une étude de l'impact de certaines institutions polycentriques chargées de la gouvernance mondiale des TIC.

En 2007, APC a également cherché à tirer des leçons de sa participation à un certain nombre de processus de plaidoyer pour des politiques de TIC nationales dans le cadre du programme Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA), de l'alliance Building Communication Opportunities (BCO) et un réseau visant à créer des portails de politiques de TIC avec des membres et des partenaires d'APC. Un atelier a eu lieu avec le partenaire de BCO, soit l'IICD (l'Institut international pour la communication et le développement), au Cap, en février 2007, pour parler des différentes expériences d'IICD et d'APC en ce qui concerne les processus de plaidoyer en Ouganda, Bolivie et Bangladesh.

APC a produit un guide à l'intention des animateurs de politiques de TIC nationales⁴ sur la façon d'utiliser les partenariats multipartites en TICpD. Le guide est inspiré de l'expérience acquise par CATIA dans la gestion de réseaux de plaidoyer pour les politiques de TIC en République démocratique du Congo (RDC) et au Kenya. Dans ces deux pays, nous avons eu recours aux partenariats multipartites pour influencer la politique. APC est également revenue sur l'établissement de réseaux nationaux pour les politiques de TIC et a conclu que ces réseaux :

- Permettent de faire connaître et reconnaître une question de politique et sont considérés comme des références faisant autorité en ce qui concerne les politiques de TIC, en particulier quand ils sont la seule voix à se faire entendre dans un pays
- Représentent une base informationnelle solide pour les militants et pour que les perspectives de la société civile soient prises en compte dans les débats sur les politiques nationales et par les décideurs
- Doivent être complétés par des rencontres en personne pour faire participer tous les acteurs sociaux aux débats et processus portant sur les politiques nationales de TIC.

4 www.apc.org/fr/pubs/manuals/policy/all/questions-frequentes-au-sujet-des-partenariats-mul

Les différentes communautés doivent participer à la gouvernance dans le nouveau contexte politique



APC ET ALER ONT CO-ORGANISÉ UN ATELIER SUR LES POLITIQUES DE COMMUNICATION PUBLIQUES ET LES RADIOS COMMUNAUTAIRES EN AMÉRIQUE LATINE. UN PARTENARIAT FRUCTUEUX QUI A RÉALISÉ UN TRAVAIL IMPORTANT SUR LES POLITIQUES RÉGIONALES S'EN EST DÉGAGÉ. PHOTO: ALER

Le thème des processus de politiques nationales de TIC a été à l'ordre du jour de l'atelier sur l'accès équitable qu'APC a organisé à Rio de Janeiro juste avant le FGI. L'atelier avait pour but de diffuser l'expérience d'APC au niveau des politiques nationales et régionales sur la scène politique mondiale. On s'est également servi de la campagne d'APC en Afrique sur les modèles d'accès ouvert. Dans le cadre du sommet Connect Africa qui s'est tenu à Kigali en octobre 2007, APC a organisé un atelier pour la société civile qui a abouti à une déclaration⁵ au nom d'un certain nombre d'organisations de la société civile. La déclaration appelait à une harmonisation des politiques et des réglementations pour une connectivité transfrontalière bon marché et demandait que le fonds de l'accès universel soit redéfini pour comprendre un plus large éventail d'initiatives visant à combler les lacunes en matière d'accès, notamment des réseaux communautaires, des radios communautaires et des petites entreprises locales de services de voix et données.

En Amérique latine, APC a mené une longue et difficile campagne pour que la société civile participe au plan d'action des TIC d'eLAC2010. De nombreux gouvernements se sont opposés à la présence de la société civile aux débats et aux activités d'eLAC2010, alors même que des organisations de la société civile avaient signé le plan d'action de Tunis pour la société de l'information, qui précisait que le secteur privé et la société civile devaient participer à tous les processus concernant la société de l'information aux niveaux national, régional et mondial. À la fin de 2007, les gouvernements ont cédé et la société civile pourra participer à la prochaine réunion d'eLAC2010 en février 2008. Ces

5 www.apc.org/fr/press/civil-society-calls-new-governance-make-internet-a-0

UTILISATION DES RESSOURCES D'APC EN AMÉRIQUE LATINE POUR ENCOURAGER LA PARTICIPATION

Le programme des politiques d'APC en Amérique latine offre des cours sur les politiques de TIC à l'intention de la société civile et le site de l'observatoire des politiques de TIC lac.derechos.apc.org. Nous avons fait un sondage auprès d'utilisateurs du site.

« Nous avons appris ce qui se faisait au Brésil et nous avons utilisé cette information pour élaborer une proposition de la société civile pour le Programme de connectivité de l'Équateur [Stratégie nationale de TIC de l'Équateur] »

« J'ai rédigé un cours sur le cybergouvernement et la cybercitoyenneté en Colombie et en Amérique latine ».

« Je donnais un cours aux radiodiffuseurs communautaires chiliens et je leur ai parlé de politiques de TIC en utilisant la documentation de l'observatoire car il est très important que ce secteur sache ce qui se passe au niveau des politiques nationales ».

« Nous avons utilisé l'information de l'observatoire dans notre émission de radio [réalisée pour et par les des groupes indigènes autochtones boliviens]. Nous l'avons également utilisée pour former des communautés rurales, car nous travaillons dans le domaine de la communication pour le développement et pour améliorer la productivité ».

gains peuvent sembler minimes, mais ils sont essentiels. Ils permettent aux différentes communautés de participer à la gouvernance dans le nouveau contexte « transcalaire », qui fait intervenir les institutions réglementaires polycentriques, et ils montrent l'intérêt de la gouvernance participative pour la qualité des résultats obtenus sur le plan des politiques et des régulations plutôt que pour la gouvernance comme telle.

Établir des alliances stratégiques en Amérique latine

Inspiré par un atelier sur les politiques co-organisé par APC, ALER – un réseau de stations de radio communautaires à l'échelle de l'Amérique latine – a créé son propre groupe d'action en 2007.

Ce groupe a soutenu une campagne menée en Argentine pour abolir une loi draconienne sur la radiodiffusion qui date de l'époque de la dictature et, au niveau de la politique régionale, a collaboré avec APC pour influencer la mise en œuvre de eLAC2010.

Nous avons produit ensemble des propositions pour l'ouverture du processus à la société civile qui ont été favorablement accueillies par les gouvernements et d'autres ONG. Nous avons également obtenu que le genre soit pris en compte tout au long du processus et qu'un représentant de la société civile soit membre du groupe pour coordonner le plan d'action et assurer le suivi.

Cela nous ramène au FGI pour illustrer notre approche intégrée à l'égard des domaines « transcalaires » des politiques de TIC, qui se manifeste simultanément dans les espaces nationaux, régionaux et mondiaux, et notre façon d'influer sur les institutions polycentriques qui gèrent la gouvernance mondiale de l'internet. Cette approche vise

à faire entendre le point de vue de la société civile dans ces espaces « transcalaires » de la gouvernance des TIC et trouver des solutions multipartites aux problèmes que soulève la régulation de l'internet.

Rechercher la convergence : tout est affaire d'accès

En 2007, APC a fait fond sur sa stratégie de 2006 consistant à intégrer le thème de « l'accès internet » au programme du FGI lors de sa première réunion à Athènes. Pour la deuxième réunion à Rio, nous avons dû aller plus loin que l'aspect politique de l'accès. C'est pourquoi l'équipe du PPCI a entrepris l'analyse du contenu des trois ateliers et de la séance plénière sur l'accès pour voir dans quelle mesure il y avait convergence de vues⁶.

Tout en reconnaissant que le FGI est actuellement considéré essentiellement comme un espace de dialogue, c'est aussi un espace dans lequel le consensus peut mener à des « recommandations »⁷. Les recommandations peuvent ensuite être réaffirmées dans les ateliers et renforcées de façon stratégique à différents niveaux du FGI – pour influencer les gouvernements, les agences techniques et les groupes de réflexion.

CONVERGENCE DE VUES CONCERNANT L'ACCÈS À L'INTERNET LORS DU FGI

- La concurrence et les incitatifs sont nécessaires pour que l'accès soit disponible et abordable pour tous
- Les communautés rurales et locales ont besoin de politiques de TIC et de télécoms. Les politiques actuelles – qui visent généralement les régions urbaines – doivent être adaptées
- La régulation et les politiques de TIC doivent compléter les stratégies de développement local.

APC a présenté ce consensus aux consultations ouvertes du FGI en vue de la troisième réunion, qui aura lieu à Hyderabad en 2008, et a proposé que les parties prenantes collaborent pour concrétiser les recommandations des ateliers de Rio sur l'accès dans un manifeste sur l'accès qui aura l'appui de toutes les parties prenantes au FGI d'Hyderabad.

La Charte des droits d'internet en dix-huit langues

Selon Willie Currie, directeur des politiques d'APC, la Charte des droits d'internet est « une politique nationale de TIC sur un bout de papier ». Formulée en 2001-2002 par des membres d'APC et des organisations partenaires lors d'ateliers sur les droits de l'internet en Europe, en Asie, en Amérique latine et en Afrique et mise à jour en

6 www.apc.org/fr/pubs/issue/openaccess/all/building-consensus-internet-access-igf

7 Recommandations d'APC au FGI: www.apc.org/fr/pubs/briefs/policy/world/apc-statement-2007-internet-governance-forum



Photo: Bytes For All (division du Pakistan) a traduit la charte en urdu à la suite de consultations en ligne avec plus d'une centaine de militants, pour s'assurer d'utiliser une terminologie juste. « Même l'information générale sur les politiques de TIC n'est pas disponible en urdu. Même les documents sur les diverses politiques du Pakistan n'existent qu'en anglais. La Charte des droits d'internet d'APC en urdu est un document très important que nous distribuons dans tous les cercles gouvernementaux, de la société civile, auprès des médias et des établissements d'enseignement », a déclaré Shahzad Ahmad de Bytes For All.

2006, la charte fixe les droits des personnes et des organisations d'utiliser librement l'internet, en particulier dans leur travail pour la justice sociale, économique et environnementale, et a été publiée en anglais, en espagnol et en français.

Conformément à notre engagement de produire des ressources fondamentales dans les langues locales, des membres du réseau sur les politiques nationales, avec peu de moyens, ont traduit et imprimé la charte en :

- albanais
- bengali
- bulgare
- catalan
- bosniaque-serbe-croate
- hausa
- khmer
- macédonien
- philippin
- portugais
- roumain
- russe
- tchèque
- urdu
- yoruba

Les traductions permettent à la charte d'être lue dans des langues très largement parlées – comme le portugais (sixième dans le monde), le bengali (septième), le russe (huitième) et l'urdu (vingtième) – ainsi que dans de nombreuses autres langues comme le macédonien et le hausa (une langue locale du Nigeria). ■

PROGRAMME D'USAGE STRATÉGIQUE (PUS)

Le Programme d'usage stratégique vient répondre à un besoin commun aux organisations œuvrant pour la justice sociale : pouvoir utiliser les TIC de façon stratégique. Il faut donc savoir quelles sont les technologies qui répondront le mieux à la mission et posséder les compétences et les connaissances nécessaires pour utiliser ces outils de façon efficace et sûre. Ces organisations doivent également comprendre leur propre contexte organisationnel, leurs besoins et en quoi la technologie va leur être utile.

Disponibilité et accessibilité: L'objectif du PUS dans ce domaine est de promouvoir et d'appuyer les logiciels libres et autres options informatiques et de connectivité bon marché (comme les technologies sans fil et les ordinateurs recyclés) et de favoriser l'utilisation des licences ouvertes ou flexibles pour les ressources de formation.

Voici un exemple qui réunit les deux aspects. Dans le cadre du projet de sans fil communautaire en Amérique latine en 2007, TRICALCAR a formé 60 enthousiastes de l'informatique pour créer des points d'accès internet sans fil dans leur communauté. Les ressources de formation produites ont été ajoutées au site web des formateurs de ItrainOnline, où n'importe qui dans le monde peut les télécharger¹.

Acquisition de compétences et sensibilisation: Les TIC évoluent constamment et chaque OSC a du mal à se tenir au courant des dernières nouveautés. Les derniers outils de réseautage social (les outils web 2.0) utilisent sans doute trop de bande passante pour être utilisés dans le contexte du développement. En 2007, nous avons établi un nouveau partenariat incluant plusieurs organisations pour mener une recherche sur l'impact du web 2.0 sur le travail en développement et trouver des solutions pour l'exploiter.

Communauté sans fil en Amérique latine et dans les Caraïbes

Un important projet de renforcement des capacités en connectivité internet sans fil communautaire a été lancé en Amérique latine en février. Ce projet est parti de l'idée voulant que les technologies sans fil peuvent offrir à la région un complément bon marché aux infrastructures filaires et que les réseaux appartenant à la communauté et exploités par elle peuvent réduire le coût



LA COMMUNAUTÉ DE CUSUBAMBA, EN ÉQUATEUR, A APPELÉ SPONTANÉMENT LE NOUVEL INFOCENTRE « WACHINET ». PHOTO: PACO OLAYA

¹ ItrainOnline est toujours le principal répertoire de ressources de formation provenant des nombreux projets d'APC. En 2007, le site a été consulté en moyenne chaque mois 88 000 fois et les six premiers pays à l'utiliser sont le Mexique, l'Égypte, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Colombie. Les sections les plus consultées sont celles qui portent sur les compétences informatiques, les logiciels libres, le réseautage et les bases de données, la sécurité informatique, le réseautage sans fil et la conception de sites web. www.itrainonline.org/itrainonline/francais/index.shtml

de l'accès internet. Du coup, cela réduit la dépendance des communautés à l'égard des fournisseurs de services commerciaux et de leur bon vouloir (desservir ou non les régions éloignées et à faibles revenus).

Dans les régions des Andes et du cône Sud de l'Amérique du Sud², les opérateurs de télécentres, les formateurs locaux en TIC et les chefs communautaires possédant de bonnes compétences techniques ont participé à un atelier de formation de six jours où ils ont appris les principes de base de la physique et du réseautage sans fil. Ils ont fabriqué des antennes à partir de matériel recyclé et ont construit des liaisons sans fil connectant à l'internet les communautés ayant animé les ateliers. Le processus de sélection rigoureux, la formation pratique et les ressources de formation de grande qualité ont permis de donner des bases solides à ces nouveaux technophiles du sans fil pour les encourager à établir des réseaux sans fil une fois de retour dans leur pays.

TRICALCAR³ a retenu les leçons d'un modèle de projet semblable qu'APC avait mis en œuvre en Afrique en 2005-2006 et s'en est inspiré. Les ressources de formation rédigées pour les Africains ont été traduites en espagnol, mises à jour et adaptées. Celles-ci ne concernent pas seulement l'aspect technique, mais s'intéressent aussi aux questions communautaires et de genre susceptibles de surgir dans le cadre d'initiatives de réseautage communautaire.

L'INTÉRÊT POUR LA FORMATION SUR LE SANS FIL A DÉPASSÉ TOUTES LES ATTENTES



Un nouvel aspect du projet de l'Amérique latine – motivé par le fait que les coordinateurs de TRICALCAR étaient des techniciens et des formateurs chevronnés de la région – est que les réseaux établis pendant les ateliers continuent d'être utilisés par les communautés et n'ont pas été démantelés une fois la formation terminée.

2 Le projet a été étendu à l'Amérique centrale et aux Caraïbes en 2008

3 TRICALCAR signifie "Tejiendo Redes Inalámbricas Comunitarias en América Latina y el Caribe" (Tisser des réseaux communautaires sans fil en Amérique latine et dans les Caraïbes). Le projet a été lancé en février 2007 avec le soutien financier de l'Institute for Connectivity in the Americas. Les partenaires du projet sont APC et ses organisations membres Nodo TAU (Argentine), CEPES (Pérou), ESLARED (Venezuela), Colnodo (Colombie) et LaNeta (Mexique), le Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC), l'organisation suédoise IT+46 et le portail WiLac.net. Pour en savoir plus voir www.apc.org/fr/projects/wireless/lac/le-sans-fil-dans-la-region-alc-tricalcar

LES PARTICIPANTS DE TRICALCAR RENDENT COMPTE DES IMPACTS UNE FOIS DE RETOUR CHEZ EUX



CONNEXIONS SANS FIL INSTALLÉES EN BOLIVIE PAR LE CENTRE POUR LA RECHERCHE ET L'AVANCEMENT DES AGRICULTEURS. PHOTO: FREDDY BOHORQUEZ

Juan Cadillo, Pérou: Juan signale que son organisation, l'Alliance péruvienne pour la gestion du savoir (*Alianza Peruana para la Gestión del Conocimiento*), a installé des réseaux sans fil dans deux municipalités de district d'Ancash (un département dans le nord du pays sur la côte Pacifique), ce qui a permis d'améliorer l'utilisation des liaisons satellitaires VSAT et d'assurer l'accès internet aux écoles à proximité. Deux universités ont incorporé les ressources de TRICALCAR dans leurs cours, de sorte que les étudiants peuvent maintenant choisir la construction d'un réseau sans fil comme projet final dans les programmes de fin d'études.

Juan Pablo Neira, Colombie: Juan Pablo aide la Fondation FundeWilches, qui travaille pour le développement d'une communauté de planteurs de palmiers à huile, à installer quatre réseaux qui assureront l'accès dans 48 endroits éloignés, y compris 21 centres éducatifs, une maison de retraite, dix-huit organisations, cinq entreprises et trois hôpitaux.

Freddy Bohorquez, Bolivie: Freddy travaille pour le Centre pour la recherche et l'avancement des agriculteurs (*Centro de Investigación y Promoción del Campesinado*). Le centre a amélioré le réseau interinstitutionnel de San Ignacio de Moxos (capitale de l'une des plus grandes provinces du pays) qui assure la connexion entre quatorze institutions et huit points de connexion privés par une connexion satellitaire partagée grâce au réseau sans fil. Un mois après l'atelier, il a aidé la municipalité de Santa Rosa del Sara à Santa Cruz à construire son réseau sans fil

municipal. Pour le moment, leur plus gros projet est l'installation d'un réseau éducatif communautaire dans la municipalité d'Aymara de Viacha. Ce réseau offrira une plateforme de télécommunications pour la création initiale de trois services pour les communautés indigènes autochtones d'Aymara : accès au téléphone municipal (par le VoIP), accès internet et accès aux portails éducatifs locaux dans la municipalité de Viacha.

Paco Olaya, Équateur: de retour de l'atelier, Paco a travaillé à l'installation d'un réseau sans fil pour une institution financière dans la province côtière de Machala (financé par la BID) afin d'optimiser le micro-crédit dans la région. Il a établi des liaisons entre les agences dans trois provinces sur 52 km avec des tours de 50 mètres et 35 mètres. Il s'agit d'une région productrice de bananes, où la végétation est haute et dense. Paco a également reçu une bourse pour suivre une autre formation en Italie.

Juan de Urza, Paraguay: Juan a indiqué que sa participation à l'atelier de Rosario a été utile car il a pu vérifier la topologie du réseau du projet Oportunet, évaluer d'autres appareils et protocoles et pratiquer le VoIP et des applications qui ne sont pas encore autorisées au Paraguay. Grâce aux nouvelles compétences acquises à l'atelier, le projet Oportunet a réussi à obtenir un prêt de la Fondation CISCO pour l'achat d'équipements évalués à 24 376 \$US afin d'établir des connexions point à point et retransmettre le signal d'Oportunet vers des zones qui se trouvent au-delà des cent points originaux.

IMPACT DE LA FORMATION SUR LE SANS FIL EN AFRIQUE

En 2005-2006, APC a formé plus d'une centaine de techniciens à l'installation du sans fil communautaire. Un sondage réalisé en 2007 a montré que :

- 53% avaient installé un ou plusieurs réseaux sans fil, dont 83% ne sont pas commerciaux
- 58% ont formé d'autres personnes
- Plus de 50% ont transmis des ressources de formation
- Près de la moitié ont agi comme conseillers
- Un tiers entretient ou administrent un réseau sans fil
- Un sur cinq gère actuellement un projet qui fait appel au sans fil.

« J'ai appris des principes à l'atelier d'APC qui m'ont aidé à travailler dans un contexte où les ressources sont limitées », a dit Alex Gondwe du Partenariat Baobab Health. Alex établit des connexions entre les centres de santé pour améliorer les soins aux patients et recueillir des données sur le VIH/sida.

1. Pas de complications. Nous avons pu établir des liaisons sans fil à l'aide d'un matériel bon marché. Nous avons acheté des « ponts Cisco » qui n'étaient plus utilisés depuis qu'une organisation avait décidé de changer le type de matériel sur son réseau. Nous les utilisons pour nos liaisons les plus longues.

2. La stabilité de l'alimentation électrique est un problème, surtout dans les régions rurales. Nous avons conçu un système auxiliaire avec une batterie. En l'absence d'électricité, le système peut alimenter le réseau et tous les ordinateurs pendant six heures. Nos ordinateurs consomment très peu d'électricité. Nous avons également installé des éoliennes comme source d'électricité dans les régions rurales.

3. Construction de tours autonomes en acier bon marché et fiables pour les connexions. Cette solution s'est révélée plus économique à long terme que de payer un loyer dans des hauts immeubles ou des tours déjà existantes.

4. Utilisation de GNU/Linux pour les serveurs et les postes de travail. Pas de soucis au sujet des licences ou des anti-virus. Nos postes de travail n'ont pas de disques durs. Nous installons le système d'exploitation sur une puce incorporée. Nous n'utilisons pas de souris ni de clavier ; nous avons des écrans tactiles, solution idéale pour nos installations souvent situées en milieu rural.

C'est ainsi qu'une connexion entre les télécentres ruraux de la vallée de Huaral au Pérou et une liaison urbaine assurant la connectivité vers un télécentre qui dessert une communauté indigène isolée de l'Argentine est toujours en service.

A la fin de 2007, le projet avait construit un vaste réseau dynamique de gens de neuf pays capables d'établir des réseaux sans fil dans leurs écoles, leurs télécentres ou entreprises ; des gens prêts à partager leurs connaissances entre eux et à aider d'autres personnes à se familiariser avec la technologie de transmission de données

* www.baobabhealth.org

WiFi sans fil. Le réseau est connecté à des formateurs et des développeurs chevronnés dans le domaine du sans fil communautaire et des applications de source ouverte connexes et, par leur intermédiaire, est relié au vaste mouvement du sans fil communautaire.

Technologie de pointe sans accès de pointe: les outils web 2.0 et le développement

Alors que les médias chantent les louanges de Facebook et de YouTube comme moyens de réseautage en ligne, APC s'inquiète de ce que les outils web 2.0 peuvent faire pour des gens qui n'ont pas les niveaux d'accès ou un équipement internet de style californien. Nous nous sommes associés avec des partenaires aux vues similaires pour organiser le premier grand débat public sur les outils web 2.0 dans la perspective de leur rôle dans le contexte du développement⁴.

Conférence Web2forDev et formation

Pour la première fois, un groupe important de gens travaillant d'une manière ou d'une autre dans le domaine du développement se sont rencontrés pour parler des avantages et des inconvénients possibles des nouvelles applications sur le web, dans un contexte où la bande passante et l'accès ne sont pas adaptés à du matériel moins puissant. Beaucoup ont eu l'occasion de se familiariser avec les outils web 2.0 au cours d'un atelier coorganisé par APC à la conférence, et bon nombre d'entre eux ont continué de travailler pour le web 2.0 pour le développement ou mouvement Web2forDev. La communauté s'intéresse de plus en plus au Web2forDev dans la perspective d'une utilisation de la technologie de pointe permettant de combler l'écart au niveau de l'accès aux TIC, plutôt que de l'élargir encore.

SUR LA CONFÉRENCE WEB2FORDEV

« Je vis au Mali et j'utilise les outils web 2.0 comme Flickr et certaines ressources de Google pour des besoins personnels. Mais je ne savais pas qu'il existait des outils comme ceux-là, parfois gratuits, faciles à utiliser et extrêmement efficaces à des fins sociales et professionnelles. Je ne savais pas que des gens vivant dans des endroits différents pouvaient travailler sur le même document en même temps. [...] Dès que je suis revenu, j'ai organisé une formation à l'intention de notre personnel afin que nous puissions tous utiliser ces outils pour mieux travailler ».

« L'impact réel de cette conférence, avec la création de réseaux et l'énergie créée, ne se fera sentir que dans quelques années. En Ouganda, nous commençons déjà à en profiter. Je partage les connaissances et les expériences du Web2forDev dans une nouvelle perspective mondiale que j'ai acquise pendant la conférence. Un groupe de villages d'agriculteurs aura des choses intéressantes à dire après la formation que nous prévoyons au premier trimestre de 2008 ».

4 Conférence de Web2forDev, Rome, 24-27 septembre 2007. Pour en savoir plus, voir le wiki Web2forDev pour partenaires hébergé par APC à wiki.web2fordev.net ou chercher sur l'Internet Web2forDev.

Loin des couloirs de la conférence et des espaces en ligne, l'équipe du Programme d'usage stratégique et l'Institut international pour la communication et le développement (IICD) se sont rendus sur le terrain en Afrique de l'Est. Nous avons préparé un atelier de partage des compétences pour les formateurs de TIC qui vivent et travaillent dans un environnement où la bande passante est tellement limitée que le téléchargement d'un courriel avec un document pdf peut réduire un ordinateur au silence pendant plusieurs minutes. Pendant ces trois jours, les formateurs locaux ont appris comment leurs homologues utilisent les applications du web 2.0, se sont familiarisés avec de nouveaux outils et les ont essayés au cours de classes pratiques.

La faible connectivité en Ouganda a rapidement montré le potentiel réel et les limites de ces outils dans des régions où la bande passante est insuffisante.

WEB 2.0 AVEC LA CONNECTIVITÉ OUGANDAISE

« Après l'atelier de Kampala, j'ai créé une plateforme wiki pour l'Initiative logiciels libres et développement dans la région rurale de Busoga (BROSDI). L'équipe a pu ainsi centraliser les documents et chacun peut apporter sa contribution. J'ai également réussi à utiliser le RSS et le lecteur Google. Avant, je vérifiais tout le temps tous ces sites web pour voir s'il y avait des appels de propositions et des événements sur les politiques de TIC. Cela prenait beaucoup de temps et compte tenu de la mauvaise connectivité, je finissais par ouvrir des pages dont certaines ne s'ouvraient jamais. Mais maintenant, tout arrive dans un endroit central et je rejette tout ce qui n'est pas utile. J'utilise moins de bande passante puisque je lis les fils de syndication avant d'aller aux pages qui pourraient prendre plus de temps à ouvrir ». *Lillian Nalwoga, CIPESA, formatrice de ItrainOnline*

« J'ai fait connaître les blogues à certains membres dans une communauté à Tororo. Ils étaient enthousiastes à l'idée de commencer un blogue, bien que la lenteur de la connectivité et les coupures de courant aient été frustrantes autant pour moi que pour eux. [...] J'ai également formé des membres du personnel de la Centenary Rural Development Bank au sujet des wikis et je prévois un suivi pour voir jusqu'où ils sont allés ». *Onyuthi John, formateur de ItrainOnline*

« J'ai essayé d'utiliser les outils web 2.0 dans mes classes. La connectivité continue d'être un problème important. Sinon tout le monde est ravi. » *Gerald Kavuma, formateur de ItrainOnline.*

Promotion des logiciels libres

Les logiciels libres représentent une alternative viable pour ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas utiliser les logiciels propriétaires coûteux. Mais il reste des obstacles à l'adoption générale des logiciels libres. Il existe de nombreux projets que le grand public ne connaît pas. Les usagers se battent pour trouver une formation et un soutien qui leur conviennent. Et les mythes abondent sur les logiciels libres, autant positifs que négatifs.

L'équipe du Programme d'usage stratégique tente de faire tomber ces obstacles et ces mythes en travaillant avec les logiciels libres, en les évaluant et en encourageant les débats à ce sujet dans les nombreux projets auxquels nous participons.



DES ENFANTS UTILISENT DES LOGICIELS DE TRAITEMENT DE TEXTE QUI ONT ÉTÉ TRADUITS EN NÉPALAIS DANS LE CADRE DU TRAVAIL DE NEPALINUX POUR QUE CHACUN AIT ACCÈS AUX LOGICIELS LIBRES.
PHOTO: NEPALINUX

LE PRIX DES LOGICIELS LIBRES CHRIS NICOL

En novembre 2007, APC a remis le prix des logiciels libres Chris Nicol. Chris Nicol était membre de la communauté d'APC depuis le milieu des années 1990 jusqu'à son décès prématuré le 29 août 2005. Chris a été l'un des premiers à APC à soulever la question des logiciels libres, à commencer à utiliser GNU/Linux sur son ordinateur et à mettre sur pied des projets pour appuyer les organisations qui voulaient passer aux logiciels libres. Il était convaincu qu'APC devait renforcer son rôle de plaidoyer en ce qui concerne les logiciels libres.

Le prix reconnaît le travail remarquable de ceux qui veulent rendre les logiciels libres accessibles aux utilisateurs ordinaires d'ordinateurs. L'important est la contribution du projet candidat à la promotion et la démystification des logiciels libres. Plus de 50 projets de logiciels libres se sont portés candidats au prix de 4 000 \$US et le prix a été remis conjointement à deux initiatives.

NepaLinux a commencé par essayer de trouver des solutions improvisées pour cataloguer électroniquement des livres en népalais, la langue officielle du Népal. Mais les polices de caractère étant difficiles à trouver et compte tenu des difficultés dans le classement du texte, NepaLinux a décidé de créer des logiciels susceptibles d'être utilisés par les 40 millions de personnes parlant le népalais dans le monde. Le groupe a développé une version népalaise des logiciels libres pour PC. Le gouvernement et le secteur privé ont appris la nouvelle de la remise du prix à NepaLinux avec grand intérêt.

Le deuxième lauréat conjoint, Free Geek, est un projet de l'Oregon (États-Unis) qui aide les pauvres à s'informatiser depuis 2000. Il possède un magasin qui vend des pièces recyclées et offre une formation aux chômeurs pour qu'ils puissent devenir des techniciens en GNU/Linux. ■

PROGRAMME D'APPUI AUX RÉSEaux DE FEMMES (PARF D'APC)

En 2007, la priorité accordée aux droits des femmes a pris une nouvelle importance dans le travail du PARF d'APC. Elle s'est manifestée par l'utilisation créative de l'internet et d'autres outils qui ont contribué au militantisme mondial pour mettre un terme à la violence faite aux femmes. Elle s'est exprimée par l'affirmation des droits des femmes ainsi que le droit à la vie privée, en particulier en matière de sexualité, dans les débats internationaux sur les politiques concernant la régulation du contenu de l'internet. Elle a été approfondie par des évaluations qui ont fait remonter à la surface des enseignements sur la discrimination et l'oppression dont les femmes sont victimes et qui ne sont généralement pas pris en compte dans les projets de TIC pour le développement.

Cette question a été également abordée en mobilisant et en renforçant les capacités des activistes et des organisations de défense des droits des femmes à utiliser les technologies de l'information et de la communication. Les TIC ont ainsi été utilisées de manière à autonomiser et transformer les utilisatrices dans des pays comme l'Argentine, le Chili, l'Afrique du Sud, le Mali, la Malaisie, l'Inde, le Mexique, l'Uruguay, l'Ouganda, le Canada, le Royaume-Uni et le Cambodge. Parallèlement, intégrer les droits des femmes dans l'égalité de genre a été le message du PARF d'APC aux organisations de TIC pour le développement qui travaillent avec les communautés locales, surtout dans les régions rurales de pays comme le Bangladesh, la Colombie, le Pérou, la Bosnie-Herzégovine, le Mali, le Pakistan et le Nigeria.

S'approprier la technologie pour défendre les droits des femmes

Avec nos propres mots:

Des activistes africaines racontent leur histoire
sur support numérique pour lutter contre la violence

L'atelier sur le récit numérique organisé à Durban, en Afrique du Sud¹ par APC-Femmes-Afrique en partenariat avec Women'sNet, est représentatif du travail accompli par le PARF d'APC en 2007.

Les ateliers du *Women's Electronic Network Training* (WENT, pour ses sigles en anglais) offerts par les membres du PARF d'APC depuis 1999 soulignent l'importance de la démystification de la technologie. On y démontre le rôle qu'elle peut jouer dans la vie des femmes et de l'activisme social. Le PARF d'APC a constaté que les récits numériques – de courtes vidéos faisant appel à l'image et au son pour raconter une histoire personnelle – possèdent une énorme potentialité de changement. La formation permet

1 Douze participantes et cinq formateurs étaient présents à l'atelier, qui a eu lieu du 25 au 29 août 2007. Blogue de l'atelier WENT 2007: went-07.livejournal.com

« Avant l'atelier de cinq jours sur le récit numérique, je ne savais pas que la technologie pouvait être si utile pour transformer une vie. Sérieusement, il y avait là beaucoup plus que le simple fait de raconter une histoire », *Bambi Fatoumatta Drammeh, Gambie*



DES ACTIVISTES DE LA COMMUNICATION ONT ÉTÉ RÉUNIES POUR APPRENDRE À RACONTER DES HISTOIRES SUR SUPPORT NUMÉRIQUE AFIN D'AMÉLIORER L'IMPACT DE LEUR COMPTE-RENDU ET DE LEUR DOCUMENTATION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES. PHOTO: ASSÉTOU DIARRA

d'améliorer les compétences personnelles en TIC et donne aux participantes un nouvel outil de plaidoyer et de documentation grâce à l'impact des images et de la parole.

Pour son troisième atelier WENT en Afrique², APC-Femmes-Afrique a choisi le thème du récit numérique, en particulier pour les femmes qui documentent la violence faite aux femmes.

La méthode du récit numérique comporte plusieurs étapes. La première, qui est celle de la planification du récit, comprend un cercle dans lequel on parle et on reçoit des commentaires sur l'idée du récit. Il s'agit d'un moment privilégié, comme l'indique la formatrice de Women'sNet, Janine Moolman : « Il faut du courage pour parler de son expérience personnelle de la violence. Il faut faire preuve d'humilité, de sensibilité et de compassion pour écouter des récits sur la violence. Le cercle a été un espace confidentiel et de solidarité pour les douze participantes qui ont raconté des histoires difficiles, dramatiques et poignantes. Beaucoup parlaient pour la première fois de leur

2 Les ateliers WENT ont été organisés au départ par les membres du PARF d'APC de la région Asie-Pacifique pour dispenser une formation aux femmes, par des femmes. Il s'agissait de renforcer les compétences et les capacités des femmes et de leurs organisations dans l'utilisation des TIC pour l'autonomisation, le travail de développement social et le plaidoyer pour des politiques publiques. APC-Femmes-Afrique organise des ateliers WENT tous les deux ans.

LES VOIX DE WENT AFRIQUE

« Le fait que j’aie terminé l’atelier avec quelque chose de concret, le DVD, et les compétences et connaissances que personne ne peut m’enlever, m’apporte tellement de satisfaction. Je continue à le célébrer ».

« Notre physique est différent, notre façon de parler est différente, nous parlons des langues différentes et nous avons des vies différentes, mais nous sommes toutes pareilles. Nous avons la même expérience en tant que professionnelles des médias qui ont eu à faire face à de la violence. Nous avons une histoire à conter, celle du triomphe de l’esprit. La technologie est un outil – quelque chose que l’on utilise pour

poursuivre un but. Mais ce qui compte, ce sont les gens, les rapports avec les autres, l’histoire partagée. Les gens sont toujours au centre de la technologie ».

« La question des logiciels libres est importante... afin que le cycle soit complet : les femmes s’approprient la liberté contre la violence, politisent les technologies qu’elles apprennent à utiliser et qui, comme tout le reste, sont loin d’être neutres ».

Les participantes ont reçu une formation sur les logiciels libres, les licences Creative Commons, le blogage et les récits numériques.

expérience. À mesure que les animatrices et les participantes écoutaient et faisaient des commentaires sur les scénarios et les idées de récit, il est devenu évident que le fait de raconter, et le fait d’écouter, avait un pouvoir transformationnel »³.

Mettre fin aux stéréotypes sur les femmes, les filles et la technologie en République tchèque

L’idée de l’exploitation de la technologie pour défendre les femmes a pris une autre dimension en République tchèque, lorsque le PARF d’APC Europe a introduit le projet « Femmes et TI » pour lutter contre les stéréotypes sur les femmes et les TIC et attirer plus de femmes vers le domaine des TI. Le projet, parrainé par IBM, était destiné aux filles qui quittent l’école avant d’avoir terminé le secondaire, les femmes qui reviennent sur le marché du travail après un congé de maternité (qui peut durer jusqu’à quatre ans) et celles qui sont attirées par les TI, mais n’ont pas suffisamment confiance en elles pour chercher un emploi dans ce secteur.



« FEMMES ET TI » COMPRENAIT UNE ORIENTATION PROFESSIONNELLE EN TI POUR LES FILLES DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES. PHOTO: JANA PRADLOVA

3 Janine Moolman, “Report on the Digital Story Telling Workshop”, Women’sNet, octobre 2007, p. 5.

Au cours des séances de sensibilisation au genre et aux TI, les cours de formation et les tables rondes qui ont eu lieu à Prague et Brno, vingt femmes occupant des postes de haut niveau chez IBM ont illustré la diversité des professions dans le domaine des TI et se sont montrées enthousiastes au sujet de ce projet. Pendant les séances, elles ont été vues comme des modèles à suivre, parlant de leur travail et remettant en question les mythes sur les femmes et les TI. Le projet a été très bien accueilli par les éducateurs, les médias, d'autres compagnies de TI et les organisations de femmes, qui ont participé aux tables rondes publiques, et en particulier par les femmes et les jeunes filles qui ont pris part aux ateliers. Ce que les participantes ont souligné dans leur évaluation, c'est que le projet a non seulement offert une formation et un savoir faire technique, mais également un espace pour partager et réfléchir aux objectifs et aux problèmes personnels et professionnels des femmes, leurs rapports aux TIC et leur motivation pour travailler dans le domaine des technologies.

Lutter contre la violence faite aux femmes grâce aux TIC : Réapproprie-toi la technologie!

Réapproprie-toi la technologie! est une campagne mondiale collaborative qui demande à tous les utilisateurs de TIC – en particulier les femmes et les jeunes filles – de s'approprier la technologie et de l'utiliser sciemment pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes. L'appel à participation de 2007 a donné lieu à de nouveaux partenariats et à une collaboration entre les défenseurs des droits des femmes et ceux qui travaillent pour les droits à la communication. Il a permis à des utilisateurs ordinaires des TIC de se transformer en activistes.

Localiser Réapproprie-toi la technologie!

L'enthousiasme suscité par la campagne en 2006 a encouragé le PARF d'APC à changer d'orientation en 2007 et à soutenir les campagnes locales autonomes – en offrant une image de campagne adaptable et un système de gestion de contenu libre pour faciliter la publication autonome et directe et ce, en plusieurs langues. Le site web international est devenu un espace important pour la collecte des résultats des actions locales, regrouper les blogues dans différentes langues et renvoyer à des sites et des espaces de campagne web locaux.

« L'importance de la localisation de la campagne nous a pris quelque peu par surprise », a admis Jac sm Kee, la coordonnatrice de la campagne. « Lors d'une conférence en Malaisie, je suis tombée sur une brochure de Réapproprie-toi la technologie! en bengali qui demandait que les femmes puissent accéder à la radio communautaire au Bangladesh. Il s'agissait d'un indicateur évident de la pertinence et de l'adaptabilité de la campagne aux besoins et priorités au niveau local ».

Jusqu'à présent, à ce que nous sachions, il existe des sites de Réapproprie-toi la technologie! en anglais, en français, en portugais et en khmer et différentes parties de l'information figurant sur le site de la campagne internationale ont été traduites dans des langues aussi diverses que le coréen, le macédonien, le grec, le tagalog (Philippines), le xhosa (Afrique du Sud), l'espagnol, le roumain, le malais et autres.

RÉAPPROPRIE-TOI LA TECHNOLOGIE! DANS LE MONDE

g2g et Mediatatica (Brésil) ont créé un site de campagne autonome en portugais appelé Retome a Tecnologia, après avoir fait des recherches sur les logiciels libres et s'être renseignés sur l'administration des serveurs à cette fin. Ils ont traduit les actions quotidiennes, « décoré » les rues avec des affiches et fait de la campagne un élément central du premier carnaval tech éclectique brésilien.

Women'sNet (Afrique du Sud) et WOUNET (Ouganda) se sont associées pour lancer une campagne de SMS, « Stand Out, Speak Out ». 170 participants de treize pays sur les cinq continents y ont participé et ont envoyé des SMS contre la violence faite aux femmes.

Open Institute (Cambodge) a traduit les actions quotidiennes et les icônes de la campagne en khmer, établi des réseaux avec les groupes de femmes locaux pour suivre l'actualité sur la violence faite aux femmes, lancé une campagne ruban blanc, rédigé des articles sur la violence faite aux femmes et écrit des blogues.

AZUR Développement (République du Congo) a organisé un atelier sur la violence faite aux femmes et les TIC destiné aux groupes de défense des droits des femmes, créé des cartes postales numériques et rédigé des articles analytiques sur l'état actuel de la protection juridique contre la violence familiale.



LANETA A DEMANDÉ À DES FEMMES ACTIVISTES DU CHIAPAS, AU MEXIQUE, D'UTILISER LEURS VÊTEMENTS POUR FAIRE PASSER LE MESSAGE DE RÉAPPROPRIE-TOI LA TECHNOLOGIE! DE L'INTERNET À LA RUE. PHOTO: ERIKA SMITH

LaNeta (Mexique) s'est rendu dans différents États du Mexique avec la campagne, a organisé des ateliers sur l'utilisation du web 2.0 pour l'activisme, créé des cartes postales et une vidéo sur les actions et s'est servi de ces actions pour amorcer des débats sur la violence faite aux femmes et les TIC.

Réapproprie-toi la technologie! (Canada) est née d'un collectif d'activistes qui ont créé un site web en français et collecté des ressources sur les communications sécuritaires en ligne.

L'approche axée sur les droits en matière de politique de TIC

Bon nombre de groupes de défense des droits des femmes considèrent les TIC comme un outil dépolitisé qui n'a rien à voir avec leur plaidoyer. Il existe pourtant des liens à établir entre les plaidoyers traditionnels au sein des mouvements de femmes et les nouvelles priorités politiques comme les droits à la communication, les droits à la liberté d'expression et l'accès à l'information. A mesure que les TIC et la société de l'information feront de plus en plus partie intégrante de notre environnement de vie et de notre travail, il est sera urgent de faire entendre avec vigueur le point de vue

féministe et les perspectives sur les droits des femmes dans les débats sur l'accès universel, la régulation du contenu et les droits de propriété intellectuelle entre autres – et à terme, aboutir à une société de l'information juste et transformative⁴.

Dans son approche à l'égard du plaidoyer pour les politiques, le PARF d'APC cherche à collaborer avec d'autres défenseurs des droits des femmes et militants des TIC pour le développement. Comme un militant du genre et des TIC le résume : « Il ne suffit pas d'intégrer simplement les femmes dans le marché tel qu'il existe, ni dans le cadre de politiques de TIC axé sur le secteur privé, pour en arriver à l'égalité du genre. Le cadre doit être réinterprété dans l'optique de la politique publique [et] de la justice sociale »⁵.

GenderIT.org: Faire le lien entre genre et politiques de TIC

L'observatoire des politiques GenderIT.org établit des liens entre les droits des femmes et les politiques de TIC et vise le mouvement des femmes ainsi que les décideurs en matière de TIC. Le site regroupe des études de cas, des analyses, des ressources et des articles féministes sur le genre et les politiques de TIC en anglais, en espagnol et en portugais.

En 2007, le bulletin thématique de GenderIT, Gender Centred, a traité de la santé des femmes et des politiques de TIC, de l'accès et du genre, et de la régulation du contenu et la censure. Les articles ont porté sur l'énorme potentiel des services de santé mobiles, par exemple pour soigner les femmes en milieu rural, mais ont également fait le point sur les services de santé de base accessibles en ligne dans plusieurs pays, et le risque potentiel que ce développement pose envers le respect de la vie privée. L'un des articles a abordé la question du rôle essentiel que jouent les TIC dans la campagne contre la mutilation génitale des femmes. Pour tenter de donner une dimension de genre aux différents niveaux d'accès, des articles du Ghana, du Pérou, de l'Uruguay et de la région arabe ont porté sur les expériences de femmes dans des projets d'inclusion numérique et les liens entre autonomisation et accès aux TIC.

Modeler le débat sur la régulation du contenu: « Entre *big brother* et petite soeur »

Pour illustrer l'importance de faire valoir les droits des femmes au sein des politiques de TIC, il suffit de penser au débat sur la pornographie et la régulation du contenu. Le corps des femmes en est le point de mire, tandis que les défenseurs des femmes sont rarement consultés. C'est pourquoi le PARF d'APC approfondit progressivement son analyse de la régulation du contenu, apportant le point de vue féministe et une diversité de perspectives au débat. Il n'y a qu'un pas à franchir entre la régulation du contenu et les pratiques de censure et de surveillance.

4 Jac sm Kee, « Technology and Feminist Inflections on Media », document présenté à l'atelier de planification stratégique du réseau féministe sur les politiques sur le genre, le développement et la société de l'information, Bangalore, Inde, 5 au 7 octobre 2007. wiki.itforchange.net/images/Jac_Presentation.pdf

5 Mridula Swamy, d'Inde, citée dans le rapport sur l'atelier de planification stratégique du réseau féministe sur les politiques sur le genre, le développement et la société de l'information, Bangalore, Inde, 5 au 7 octobre 2007, p. 21. wiki.itforchange.net/index.php/Main_Page

Dans un document controversé ⁶, commandé par le PARF d'APC, Namita Malhotra fait valoir que le débat oscille entre les politiques sur la régulation et la protection, entre « big brother et petite sœur ». Elle remet en question la représentation dans le processus décisionnel concernant le « contenu préjudiciable », de même que sa définition. Elle présente des solutions, notamment différents modèles de régulation du contenu : normes communautaires, veille entre pairs, logiciels de filtrage et autorégulation.

LA TOILE DU DÉSIR : RÉGULATION DU CONTENU SUR INTERNET

« Dans le monde en développement, les lois ne se contentent pas de réguler le discours obscène (ou la pornographie), mais visent également la dissidence politique et les voix rebelles de femmes et d'hommes. La loi sert à contrôler le sexe et la sexualité plutôt que ce qui peut être clairement défini comme un « contenu préjudiciable », fait valoir Namita Malhotra dans son document publié avec APC.

Interventions politiques au deuxième Forum sur la gouvernance de l'internet

Le PARF d'APC a approfondi le débat au deuxième Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI) avec le groupe sur la « Régulation du contenu et le devoir des États de protéger les droits fondamentaux ». Le groupe, qui réunissait des représentants des gouvernements, des média-activistes féministes et des fournisseurs de services internet (FSI), a repris là où le groupe du PARF d'APC avait laissé la discussion au premier FGI à Athènes. Ce dernier avait mis l'accent sur la distinction entre « contenu illégal » – qui est fixe et prévu par la loi – et « contenu préjudiciable », un concept relatif qui dépend du contexte sociopolitique et culturel. Cette fois-ci, le groupe a cherché à découvrir différentes interprétations de contenu préjudiciable et les tensions entre la régulation du contenu, la liberté d'expression et le plaidoyer pour les droits des femmes. Les panélistes ont avancé des solutions, notamment l'autorégulation assortie de campagnes de sensibilisation et ont soutenu la nécessité d'utiliser des mécanismes et outils efficaces et transparents.

Le PARF d'APC a également participé à la création de la Coalition dynamique sur le genre et la gouvernance de l'internet, pour que les principes de l'égalité de genre ne soient pas laissés de côté dans les processus de gouvernance de l'internet. C'est au sein de cette gouvernance que des questions d'une importance fondamentale pour les femmes comme la vie privée, la régulation du contenu, l'accès et la liberté d'expression sont abordées.

6 www.genderit.org/en/index.shtml?w=r&x=95478



« La GEM a complètement transformé notre concept de prise en compte du genre. Les projets de localisation sont parfois qualifiés de « neutres » car ils se concentrent sur les logiciels – traduction des logiciels dans les langues et les contextes locaux. Au départ, l'idée du croisement entre le genre et la localisation était centrée sur l'utilisateur final. La GEM m'a aidé à intégrer le genre à toutes les étapes de la localisation, de la mise sur pied des équipes de développement des logiciels à la langue de traduction en passant par l'acceptation par la communauté... ». Sana Gul, Pakistan

Sensibilisation aux droits des femmes dans les communautés locales

Le PARF d'APC préconise depuis longtemps l'apprentissage par la pratique, et c'est cette idée qui est à l'origine de la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM), créée dans le cadre des initiatives internet et TIC en 2001. La GEM, conçue pour aider les organisations à intégrer l'évaluation de genre dans la mise en œuvre de leurs projets, est un manuel d'évaluation étape par étape qui abonde d'exemples et d'expériences d'évaluations antérieures, ainsi que de conseils pratiques et de recommandations.



AU GLOBAL TRAINERS EXCHANGE À KUALA LUMPUR, LES FORMATRICES ONT PLAIDÉ VIGOREUSEMENT MEILLEUR NOM À TRIBUER AU POUR LE RÉSEAU DES PRATICIENNES DE GEM. LE NOM ZONE GEM L'A FINALEMENT EMPORTÉ.
PHOTO: ERIKA SMITH

De la cécité au genre à la transformation des relations de genre

Les résultats de la GEM dans des dizaines de projets en Afrique, en Asie, en Europe centrale et de l'Est et en Amérique latine montrent très clairement le rôle des TIC dans la lutte contre la discrimination et l'oppression dont les femmes sont victimes.

La demande d'ateliers GEM, destinés à présenter ou appliquer la méthodologie, continue d'être très forte. En 2007, des ateliers ont eu lieu au Bhoutan, au Cambodge, au Népal, en République dominicaine, en Bosnie-Herzégovine et en Espagne. Les ateliers GEM sont des éléments essentiels du renforcement des capacités et de l'engagement des praticiens des TIC à examiner tous les niveaux d'injustice et d'inégalité dans les relations de genre dans leur communauté.

Les gouvernements locaux et nationaux ont également exprimé leur intérêt pour la GEM dans le cadre de la formulation des politiques d'inclusion numérique. INDOTEL, l'Institut des télécommunications de la République dominicaine, a tenu deux ateliers auxquels ont participé plus de 50 personnes, dont la majorité était des fonctionnaires. En Estrémadure, en Espagne, la Fundación Ciudadanía en collaboration avec le gouvernement régional a réuni 30 responsables de télécentres publics. La formatrice de GEM, Dafne Sabanes Plou, a indiqué que : « Ces ateliers de fonctionnaires ont été particulièrement utiles sur deux fronts. Premièrement, les fonctionnaires ont compris ce que sont le genre et les TIC et ont vu qu'ils pouvaient développer leurs projets en tenant compte de ces préoccupations, ce qui oblige également à envisager ces questions dans un contexte de développement et d'inclusion. Deuxièmement, les femmes ont été pensées comme protagonistes des processus d'information et de communication, et on a reconnu la nécessité d'en mesurer l'impact sur leur participation à titre de citoyennes actives dans leurs communautés et quartiers ».

Rejoindre davantage de projets communautaires

En 2007, nous avons décidé de rejoindre davantage de projets communautaires, en particulier dans les régions rurales, au moyen d'évaluations et de recherches sur le renforcement de l'évaluation du genre sous quatre thèmes de TICpD: localisation, projets ruraux de TICpD, télécentres et plaidoyer pour les politiques nationales de TIC. Le PARF d'APC a établi des partenariats avec dix-neuf initiatives de TICpD dans plus de quinze⁷ pays afin de renforcer la capacité du secteur à comprendre la dimension genre de la pauvreté et de la dépendance.

Plus de 30 utilisateurs chevronnés de GEM et des praticiens des TICpD qui ne la connaissaient pas encore se sont réunis à la fin juillet pour une rencontre d'échange entre formateurs de GEM à Kuala Lumpur, en Malaisie. Ils ont établi une communauté d'animateurs et de formateurs de GEM susceptible de défendre un apprentissage plus approfondi du numérique, du développement de contenus locaux, de l'accès, de la participation et du rôle des femmes. L'un des buts avoués de cette communauté est de trouver des stratégies communes pour que les technologies deviennent des outils d'autonomisation. ■

7 Y compris le Cambodge, le Pakistan, le Népal, le Bangladesh, la Mongolie, le Nigeria, les Philippines, le Mali, le Pérou, la Colombie, l'Inde, le Chili, le Kenya et la Bosnie-Herzégovine. Les initiatives sont surtout locales et des projets régionaux se déroulent dans plusieurs pays.

DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU ET PARTICIPATION

La stratégie de développement du réseau d'APC a pour but de construire une communauté diversifiée de gens qui contribueront collectivement à réaliser la vision d'APC dans un monde où chacun puisse bénéficier d'un accès facile et abordable au potentiel créatif des TIC afin d'améliorer la vie et de créer des sociétés plus démocratiques et égalitaires.

Pour relever ce défi, il faut établir une multitude de liens, formels et informels, avec des organisations et des particuliers de la société civile, du milieu universitaire, des gouvernements, de la communauté d'internet et des décideurs. Il faut créer des occasions de réseautage, de partage des compétences et d'échange des connaissances et établir des programmes communs pour le changement social. Les membres, le personnel, les partenaires (les organisations avec lesquelles nous travaillons), les stagiaires et les bénévoles auront tous un rôle à jouer dans la réalisation de cet objectif.

Les membres d'APC – le coeur du réseau – définissent l'orientation stratégique

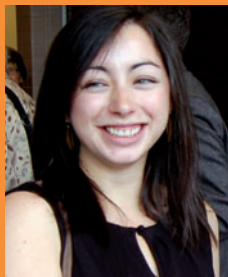


LES MEMBRES EUROPÉENS ET LE PERSONNEL D'APC SE RÉUNISSENT À BARCELONE EN MAI 2007.

En novembre 2007, les membres se sont réunis à Rio de Janeiro pour évaluer le travail du réseau des quatre années précédentes et pour définir la stratégie d'APC pour 2008-2012.

Pour ce faire, on a demandé aux membres, réunis en groupes régionaux, d'aborder ces trois questions :

- APC a-t-elle réalisé ses priorités stratégiques pour 2004-2008 (notre cycle de planification précédent), et dans ce cas, dans quelle mesure ?
- Futures priorités d'APC



« Je n’aurais jamais imaginé à quel point le travail à APC pouvait être aussi inspirant et motivant. Étant à l’avant-garde de la recherche et du plaidoyer dans le domaine des TICpD, APC m’a donné la possibilité d’apprendre énormément sur les liens entre les TIC, l’accès au savoir et le développement. J’ai été particulièrement frappée par la façon dont le personnel d’APC et ses membres et partenaires associent une recherche sur les politiques pertinente et axée sur l’action avec le plaidoyer afin d’obtenir des résultats concrets ». *Natalie Brown a travaillé avec le programme des politiques d’APC.* .

- Développement d’activités en collaboration qui répondent aux priorités régionales.

Pour évaluer le travail d’APC, le personnel a documenté plus de 250 activités entreprises entre 2004 et 2007 et on a demandé aux membres de choisir des activités auxquelles ils avaient participé pour les évaluer. Les membres ont convenu généralement qu’APC avait réussi à relever les défis stratégiques pour la période de 2004 à 2008, mais ont souligné plusieurs aspects qui méritent un travail plus approfondi.

Les membres de l’Amérique latine ont estimé qu’APC devait s’intéresser davantage à la diversité culturelle et linguistique. En Asie, les membres ont donné la priorité à l’accès au savoir et à la création de biens publics mondiaux, en particulier dans le contexte des nouvelles restrictions sur la propriété intellectuelle qui nuisent injustement à l’accès à l’information et au savoir. Les membres nord-américains ont proposé que les TIC pour la paix et la réconciliation deviennent un contrepoint important aux préoccupations dominantes concernant la sécurité et le terrorisme des décideurs partout dans le monde. Les membres africains ont réaffirmé l’importance primordiale de l’accès abordable à l’internet et du renforcement des capacités des organisations locales, et les membres européens ont convenu avec tous les autres membres que l’enjeu fondamental pour la communauté internationale aujourd’hui est la responsabilité collective à l’égard de l’avenir de la planète.

Toutes ces questions ont été incorporées dans le nouveau plan stratégique d’APC pour 2008-2012.

Les membres d’APC se diversifient

Dans sa stratégie de recrutement, APC cherche avant tout à attirer des organisations locales et des réseaux nationaux et régionaux œuvrant pour les TIC pour le développement et la justice sociale et environnementale, en particulier dans les régions du monde qui luttent pour l’inclusion numérique.

En août 2007, APC a accueilli son 50^e membre : AZUR Développement, le premier de la République du Congo. La venue d’AZUR Développement a été une étape marquante dans la réalisation de notre objectif de diversification et de renforcement du réseau sur les plans culturel, géographique et linguistique car nos membres francophones représentent maintenant une masse critique. AZUR Développement, PROTEGE QV

(Cameroun), ENDA Tiers Monde (Sénégal) et Alternatives (Canada/République démocratique du Congo) travaillent avec le personnel francophone pour créer du contenu, des activités et des espaces de travail qui contribuent largement à améliorer notre capacité de travail dans le monde francophone.

A la fin de 2007, APC comptait 51 membres dans 36 pays et a accueilli des nouveaux membres de Macédoine, de Bosnie-Herzégovine, de République démocratique du Congo, d'Ouganda et du Bangladesh. Les membres des Balkans sont les premiers représentants de ces pays dans le réseau d'APC.

Financement de la collaboration des membres¹

Le Fonds d'échange des membres (FEM) se sert des cotisations des membres pour offrir des petites subventions allant jusqu'à 2000 \$US pour faciliter la collaboration entre les membres. Les organisations utilisent ces montants pour tenir des rencontres en personne très utiles, pour partager des compétences, pour planifier des projets, pour offrir une aide technique d'urgence, etc.

Le fonds existe depuis trois ans et pendant cette période a permis neuf échanges de seize membres d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe.

ÉCHANGES DE MEMBRES EN 2007

Des développeurs britanniques ont aidé des écologistes bulgares à faire le meilleur choix technique pour un nouveau site web.

BlueLink, GreenNet: 27 février-5 mars

Des développeurs de logiciels libres de Bogotá, Lima et Prague ont planifié un projet de renforcement des capacités en Amérique latine.

Econnect, Colnodo, CEPES: 23-25 juillet

Bénévoles et stagiaires

Pour la première fois, en 2007, les bénévoles et les stagiaires ont joué un rôle important. En collaboration avec l'Institut international du développement durable (IIDDD) du Canada et le membre canadien Alternatives, le personnel et les membres d'APC ont accueilli plusieurs jeunes gens très motivés, talentueux et dynamiques qui ont travaillé avec les membres au Bangladesh (cours d'informatique pour les militants locaux), au Mexique (pour la campagne Réapproprie-toi la technologie !) et en Uruguay (soutien au travail sur les politiques de TIC). Les stagiaires ont également travaillé avec le personnel d'APC pour le prix des logiciels libres Chris Nicol, ont contribué à la formulation de la stratégie de durabilité environnementale et des TIC et ont apporté un soutien essentiel au personnel du PPCI et des communications.

Les stagiaires ont trouvé leur expérience avec APC « inspirante » et « très enrichissante ». Que leur stage soit terminé ou non, ils se sentent membres de la communauté d'APC. Nous les remercions pour leur passion, leur engagement et leur contribution au rôle d'APC dans la création d'un monde plus juste et plus équitable. ■

1 www.apc.org/fr/projects/all/all/member-exchange-fund-mef

MEMBRES D'APC EN 2007

AFRIQUE

Afrique du Sud - Community Education Computer Society (CECS) www.cecs.org.za

- Southern African NGO Network (SANGONeT) www.sangonet.org.za

- Ungana-Afrika www.ungana-afrika.org

- Women'sNet www.womensnet.org.za

Cameroun - PROTEGE QV www.protegeqv.org

Égypte - ArabDev www.arabdev.org

Kenya - African Regional Centre for Computing (ARCC) www.arcc.or.ke

- Arid Lands Information Network-Eastern Africa (ALIN-EA) www.alin.or.ke

Nigeria - Fantsuam Foundation www.fantsuam.org

Ouganda - Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA) www.cipesa.org

- Women of Uganda Network (WOUGNET) www.wougn.net

République du Congo - AZUR Développement www.azurdev.org

Sénégal - ENDA-Tiers Monde (ENDA-TM) www.enda.sn

ASIE-PACIFIQUE

Asie du Sud - Bytes For All www.bytesforall.org

Australie - apc.au (anciennement c2o) www.apc.org.au

Bangladesh - Bangladesh Friendship Education Society (BFES) www.bfes.net

- Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE) www.voicebd.org

Cambodge - Open Forum of Cambodia www.forum.org.kh

Corée du Sud - Korean Progressive Network Jinbonet www.jinbo.net

Japon - Japan Computer Access for Empowerment (JCAFE) www.jcafe.net/english

- JCA-NET www.jca.apc.org

Philippines - Foundation for Media Alternatives (FMA) www.fma.ph

- Institute for Popular Democracy (IPD) www.ipd.ph

- WomensHub www.womenshub.net

EUROPE

Allemagne - ComLink www.comlink.org

Bosnie-Herzégovine - OneWorld Southeast Europe (owpsee)
www.oneworldsee.org

Bulgarie - BlueLink Information Network www.bluelink.net

Croatie - ZaMirNET www.zamirnet.hr

Espagne - Pangea - www.pangea.org

Hongrie - Green Spider www.zpok.hu

Italie - Kinè www.kine.coop

Macédoine - Metamorphosis Foundation www.metamorphosis.org.mk

République tchèque - Econnect www.ecn.cz

Roumanie - StrawberryNet www.sbn.ro

Royaume-Uni - Computer Aid International www.computeraid.org
- GreenNet www.gn.apc.org

Slovaquie - ChangeNet www.changenet.sk (jusqu'à septembre)

AMÉRIQUE LATINE ET CARAIBES

Argentine - Nodo TAU www.tau.org.ar

- Wamani www.wamani.apc.org

Brésil - Rede de Informações para o Terceiro Setor (RITS) www.rits.org.br

Colombie - Colnodo www.colnodo.apc.org

Équateur - INTERCOM-EcuaneX www.ecuanex.net.ec (jusqu'à septembre)

Mexique - LaNeta www.laneta.apc.org

Pérou - Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES) www.cepes.org.pe

République dominicaine - Networks & Development Foundation (FUNREDES)
www.funredes.org

Uruguay - Instituto del Tercer Mundo (ITeM) www.item.org.uy

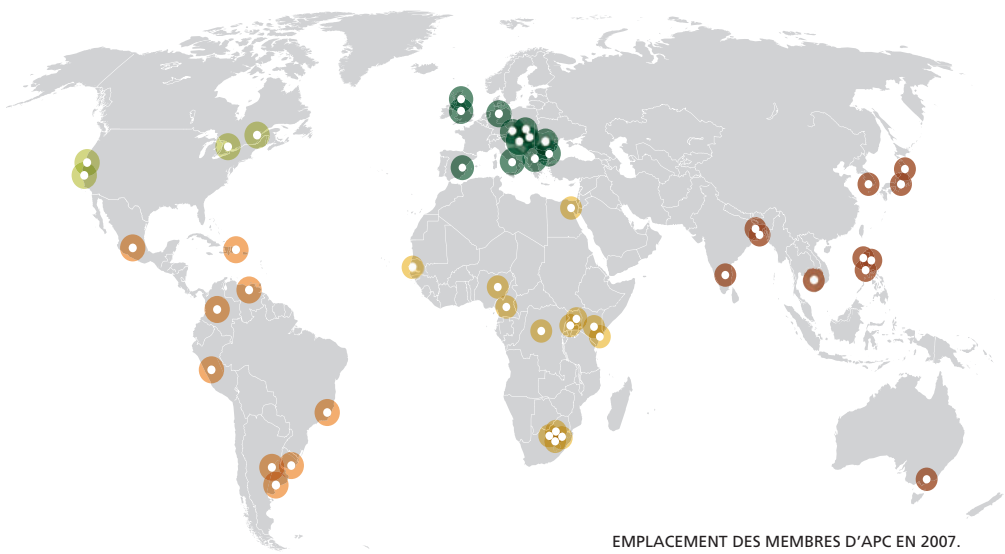
Venezuela - Fundación Escuela Latinoamericana de Redes (ESLARED)
www.eslared.org.ve

AMÉRIQUE DU NORD (à l'exception du Mexique)

Canada - Alternatives www.alternatives.ca - Web Networks www.web.net

États-Unis d'Amérique - Institute for Global Communications (IGC) www.igc.org
- LaborNet www.labor.net.org

NOUVEAUX MEMBRES D'APC EN 2007



EMPLACEMENT DES MEMBRES D'APC EN 2007.
 GRAPHIQUE: APC

AZUR Développement

AZUR Développement est une organisation de femmes créée par des jeunes femmes de la République du Congo. AZUR œuvre dans trois secteurs de programme : les TIC, le droit à la santé pour les femmes et les populations vulnérables et l'information environnementale. Ses principaux bénéficiaires sont les femmes, les enfants, les groupes ethniques minoritaires et les organisations de la société civile. Par le biais du programme de TIC, AZUR offre une formation à de jeunes dirigeantes, soutient le réseautage des téléc centres et contribue à la formulation des politiques de TIC.

AZUR Développement est elle-même un réseau pour d'autres organisations. Elle aide des organisations de la société civile ainsi que des professionnels des médias du Congo et de dix-sept autres pays francophones d'Afrique dans le cadre du Réseau Sida Afrique.

AZUR Développement: www.azurdev.org (membre depuis juillet 2007)

Bangladesh Friendship Education Society (BFES)

BFES est une organisation non gouvernementale œuvrant pour le développement et basée au Bangladesh. Elle a été fondée en 1993 par des éducateurs et des praticiens du développement pour appuyer des projets d'éducation en milieu rural.

Un des premiers efforts entrepris par BFES a été un programme de bourses scolaires pour les écoliers des villages, initiative financée par des donateurs japonais, pour éviter

que les élèves quittent l'école. Cette idée a ensuite été adoptée par le gouvernement du Bangladesh, qui offre maintenant des bourses aux écoliers.

Aujourd'hui, BFES estime que les énormes capacités des TIC sont essentielles à la mise en œuvre de ses activités. Ses projets actuels facilités par les TIC comprennent des programmes de soutien scolaire, un programme de développement rural et des activités visant à permettre aux pauvres d'accéder à la technologie de l'information.

BFES: www.bfes.net (membre depuis avril 2007)

Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA)

Basé en Ouganda, CIPESA aide les Africains à mieux comprendre les processus décisionnels qui les concernent, en particulier dans le domaine des TIC et du développement. Ses objectifs consistent à sensibiliser aux principaux enjeux, donner des informations utiles pour aider les Africains à participer à la formulation des politiques et promouvoir les discussions et les débats. La prise de décision sur l'utilisation des TIC pour réduire la pauvreté est un de ses principaux champs d'action.

CIPESA cherche également à aider les parties prenantes de l'Afrique de l'Est et du Sud à participer au processus décisionnel international en matière de TIC pour que les intérêts africains soient véritablement représentés et faire en sorte que les décisions internationales aboutissent à des réalisations concrètes en Afrique. Pour ce faire, il facilite le dialogue entre les groupements d'intérêts de parties prenantes de la région, organise des ateliers et diffuse des analyses de politiques, des documents d'information et autres publications, entre autres activités.

CIPESA: www.cipesa.org (membre depuis juillet 2007)

Metamorphosis Foundation

Metamorphosis se qualifie de « groupe de réflexion et d'action » et réunit des experts et des activistes qui œuvrent pour le développement d'une société de l'information en Macédoine. Basée à Skopje, ses principaux objectifs sont de contribuer au développement de la démocratie et de la prospérité en faisant la promotion de l'économie du savoir et de la société de l'information.

Elle aide les ONG à devenir des participants actifs du développement de la société de l'information et de permettre aux citoyens de prendre part au processus démocratique à l'aide des TIC, en encourageant la transparence et la responsabilisation des institutions. Un des grands obstacles au développement de la Macédoine à cet égard est le manque de connaissances et de sensibilisation. Metamorphosis collabore avec les décideurs pour ce qui est des politiques et avec les citoyens et les organisations sur les questions qui touchent leur vie quotidienne.

Metamorphosis Foundation: www.metamorphosis.org.mk
(membre depuis mars 2007)

OneWorld Southeast Europe (owpsee)

OneWorld Southeast Europe, basé à Sarajevo, est un service d'information reconnu et un partenaire pour le changement social qui collabore avec près de 200 organisations partenaires dans la région et dans le monde.

Enregistrée à titre de fondation en 2005, OneWorld Southeast Europe souhaite créer une communauté en ligne en Europe du Sud-Est qui soit active, efficace et unie dans sa volonté de promouvoir un développement démocratique rapide et un changement social positif dans les sociétés civiles de la région. Cette communauté serait appelée à coopérer au moyen de plateformes interactives aux niveaux local, national, régional et international.

Les principaux centres d'intérêt de la fondation sont le contenu local dans les langues locales, le renforcement des capacités, le partage et le transfert des connaissances, ainsi que le réseautage et la coopération régionale. Deux questions transversales font partie de son travail : les politiques d'information et de communication ouvertes et une approche tenant compte du genre.

OneWorld Southeast Europe: www.oneworldsee.org (membre depuis août 2007)

PROTEGE QV

PROTEGE QV est une association camerounaise qui œuvre avec passion pour éduquer et autonomiser les jeunes, les femmes et les responsables locaux pour qu'ils puissent jouer leur rôle de citoyen à part entière et contribuer ainsi au mieux-être de leurs communautés. Le travail de PROTEGE QV concerne actuellement quatre secteurs de programme : les énergies propres, le leadership, la micro-entreprise et les TIC pour le développement.



SIÈGE DE PROTEGE QV HEADQUARTERS PHOTO: PROTEGE QV

PROTEGE QV est née de la réalisation du fait qu'une partie importante des bonnes pratiques et des résultats de la recherche n'arrive pas jusqu'aux bénéficiaires pour lesquels ces études ont été réalisées à l'origine. Ce membre d'APC basé à Yaoundé achemine les solutions novatrices et les bonnes pratiques vers ceux qui en ont besoin, en particulier les populations rurales et les femmes.

PROTEGE QV: www.protegeqv.org (membre depuis mars 2007)

RÉALISATIONS DES MEMBRES D'APC EN 2007

LES MEMBRES D'APC SONT DES FOURNISSEURS DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, MAIS CE SONT ÉGALEMENT, CE QUI LES CARACTÉRISE, DES MILITANTS DE PLEIN DROIT POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA JUSTICE SOCIALE. NOUS LES APPELONS LES « TECHNOPHILES SOCIAUX ».

BON NOMBRE DE NOS MEMBRES NOUS ENVOIENT RÉGULIÈREMENT DES NOUVELLES DE LEUR TRAVAIL DE PROMOTION DES TIC POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LE DÉVELOPPEMENT DANS LEUR PAYS ET LEUR RÉGION – UN TRAVAIL DONT NOUS PARLONS DANS NOTRE BULLETIN MENSUEL, APCNOUVELLES, SA VERSION ESPAGNOLE, APCNOTICIAS ET ANGLAISE, APCNEWS. D'AUTRES NOUS FONT PART DE PROJETS IMPORTANTS QU'ILS ONT MENÉS À BIEN ET QUE NOUS INTÉGRONS DANS CE RAPPORT¹. VOICI DONC CERTAINES DES GRANDES RÉALISATIONS DES MEMBRES D'APC DANS LE MONDE EN 2007.

ALTERNATIVES, Canada

Première étude indépendante sur l'infrastructure internet dans le troisième plus grand pays d'Afrique

Au début d'août 2007, Alternatives a publié la première étude indépendante de faisabilité² sur la mise en place de la vaste infrastructure internet nécessaire pour répondre aux besoins de la République démocratique du Congo (RDC), le troisième plus grand pays d'Afrique. Menée par des chercheurs congolais, l'étude propose que la mise en œuvre du réseau soit effectuée en partenariat avec la Société Nationale d'Électricité du Congo (SNEL). Le nouveau réseau pourrait utiliser l'excédent des lignes de haute tension de la SNEL et prolonger en même temps le réseau électrique, ce qui permettrait de réaliser des économies importantes. Contrairement aux évaluations précédentes, qui situaient le coût de ce projet à environ deux milliards de dollars, l'étude l'estime à 231 000 000 \$US.



MICHEL LAMBERT D'ALTERNATIVES PRÉSENTE LA PROPOSITION QUI RENDRAIT POUR LA PREMIÈRE FOIS L'INTERNET ABORDABLE EN RDC.
PHOTO: ALTERNATIVES

Pour le moment, l'état déplorable des communications en RDC est un obstacle évident au développement et à la lutte contre la pauvreté. La connexion satellitaire haut débit est très coûteuse – jusqu'à 1000 fois plus qu'en Europe. Les auteurs de l'étude soulignent la nécessité de créer un réseau à accès ouvert pour que les coûts restent bas tout en assurant l'accès au plus grand nombre.

Alternatives: www.alternatives.ca

1 Les autres organisations membres d'APC en 2007 étaient ChangeNet, ComLink, ENDA-Tiers Monde, Green Spider, IGC, INTERCOM-EcuaneX, IPD, VOICE, Wamani, et les nouveaux membres mentionnés dans la section précédente.

2 www.rdc-tic.cd/?q=node/75

AFRICAN REGIONAL CENTRE FOR COMPUTING (ARCC), Kenya

Les logiciels libres à l'école

En 2007, ARCC a établi des centres de ressources dans vingt écoles secondaires rurales. Les ordinateurs utilisés dans ces centres étaient en majorité des appareils recyclés donnés par des ministères, alors que d'autres venaient d'ONG locales. Chaque école a reçu dix ordinateurs, dont cinq ont été équipés du PCLinuxOS, un système d'exploitation libre convivial pour ordinateurs personnels. Pendant les vacances scolaires (trois par an), ARCC a organisé des séances de formation en informatique de base pour 180 élèves et des enfants des quartiers pauvres de Nairobi.

Parallèlement, dans ses locaux, ARCC a offert des stages techniques à seize étudiants et diplômés des collèges du pays. Il a également offert un certain nombre de séminaires en TIC pour les collèges de formation des enseignants du primaire.

ARCC: www.arcc.or.ke

APC.AU, Australie

Les droits en ligne: Semaine du droit et des arts 2007

Les artistes ont été des pionniers de l'internet... c'est maintenant à l'internet d'aider les artistes. Est-ce que MySpace est vraiment votre espace? Est-ce que YouTube se soucie de vous? Qu'est-il est possible de faire et de ne pas faire et à qui appartient ce que vous mettez en ligne?

Voilà les questions qui ont été abordées au Forum des droits en ligne³ co-animé par apc.au et OPEN CHANNEL pendant la Semaine du droit et des arts qui s'est déroulée à Victoria, en Australie, en mai 2007.

Andrew Garton, directeur général d'apc.au, a présenté un document sur les droits en ligne accompagné de quatre petits films. Le forum était destiné aux artistes, aux cinéastes et aux musiciens.

apc.au: www.apc.org.au

ARID LANDS INFORMATION NETWORK-EASTERN AFRICA (ALIN-EA), Kenya

Relier les communautés de Lukwanga Parish, en Ouganda



UN VOLONTAIRE FORMÉ PAR ALIN-EA ANIME UNE SÉANCE DE FORMATION AVEC DES ENFANTS.
PHOTO: ALIN-EA

ALIN-EA, en collaboration avec Environnemental Alert de l'Ouganda, a créé le centre de savoir communautaire de Lukwanga en octobre 2007. Le centre dessert 7000 personnes réparties sur huit villages. Il offre les services de télécentres aux communautés locales pour les aider à produire, consulter et diffuser de l'information et enseigne aussi des compétences. Le centre est doté d'un ordinateur et d'une connexion internet par réseau de téléphonie mobile.

Les communautés peuvent maintenant produire et largement diffuser du savoir local, en particulier sur l'agriculture et l'environnement⁴. Bien qu'il s'agisse d'une nouveauté dans la région, les communautés en bénéficient déjà. L'information sur la plantation d'arbres et la construction de poulaillers et de greniers modernes pour l'entreposage du maïs ont déjà eu des répercussions sur les modes de subsistance locaux.

ALIN-EA: www.alin.or.ke

3 Rights Online Forum: blog.apc.org.au/2007/05/19/rights-online-forum

4 On peut consulter le contenu produit au niveau local ici: 196.201.231.147/enRICH

ARABDEV, Égypte

Les TIC au service des artisanes égyptiennes

L'artisanat est une source de revenus pour de nombreuses égyptiennes, mais elles ne reçoivent souvent pour leur produit qu'un profit négligeable dans la chaîne commerciale. C'est pourquoi les artisanes et les organisations qui les soutiennent ont demandé à ArabDev de les aider à commercialiser leurs produits en ligne.

ArabDev a réalisé une étude de marché qui a montré que le marché mondial de l'artisanat est très concurrentiel, tant sur le plan des prix que de la qualité, et que l'exportation n'est pas une solution réaliste pour la plupart des artisanes égyptiennes. Pour qu'un grand nombre de femmes à faible revenu puissent profiter du marketing facilité par les TIC, il faudrait qu'elles forment une entreprise collective qui s'occuperait des différentes étapes : conception, contrôle de la qualité et marketing des produits.



ARTISANES DE SIWA, ÉGYPTÉ.
PHOTO: LAILA AHMED POUR ARABDEV

Mais en attendant, les TIC peuvent servir à promouvoir les normes de qualité, à trouver des concepts et donner aux artisanes une idée de ce qui se fait ailleurs pour les inciter à améliorer leurs produits pour le marché local. L'étude, communiquée aux parties prenantes intéressées, a conclu que c'est le marché local qui est le plus prometteur et les TIC ont un rôle important à jouer dans ce scénario.

ArabDev: www.arabdev.org



DESSIN: MOIS
MOSHEV MONSTARA.
AWARDSPACE.COM

BLUELINK, Bulgarie

BlueLink lance une campagne pour la liberté d'expression en ligne

En 2007, BlueLink a lancé une campagne internet sur le droit de tout un chacun d'utiliser l'internet pour échanger librement de l'information et des idées.

La campagne a été déclenchée à la suite d'une enquête sur un blogueur bulgare menée par la Direction générale de lutte contre le crime organisé. Son seul « crime » était d'avoir rendu compte de manifestations d'écologistes en appui à un parc naturel.

La campagne ne porte pas uniquement sur ce cas, mais vise à protéger le droit à la liberté de parole sur internet, conformément aux principes démocratiques énoncés dans le droit bulgare.

Le site de la campagne⁵ renvoie à des lois qui régissent la communication sur internet, à de l'information sur des campagnes similaires et des publications connexes des médias et de la blogosphère.

BlueLink: www.bluelink.net

5 www.freenet.bluelink.net

BYTES FOR ALL, Asie du Sud Les politiques de TIC au Pakistan sous les projecteurs

L'année a été particulièrement remplie pour Bytes For All au Pakistan⁶, l'un des pays dans lesquels le réseau d'Asie du Sud possède des bénévoles. Le pays étant placé au centre de la dynamique mondiale des pouvoirs, des politiques internationales avec leur « lutte contre le terrorisme » et étant doté d'une armée dirigée par un dictateur au pouvoir, ce fut une année délicate pour la société civile. Le pays a connu certaines des pires pratiques de censure, de surveillance de l'internet et d'embargo médiatique puisque des sites comme YouTube ont été fréquemment bloqués sous prétexte de contenu « blasphématoire ». Parallèlement, un projet de loi draconien sur la cybercriminalité a été adopté pour limiter l'utilisation de l'internet à des fins d'activisme civique. Mais malgré ces mesures, Bytes For All a poursuivi sa campagne pour donner une voix à la société civile.

D'autre part, Bytes For All s'est attelé à passer au peigne fin les politiques de TI et le plan d'action du Pakistan en matière de TI. Au sortir de cet exercice, une étude a été réalisée dans l'optique de la société civile. Elle vise à cerner les lacunes et à analyser leurs implications sur l'utilisation communautaire des TIC. Les politiques de TIC actuelles du Pakistan sont désuètes et doivent être actualisées pour tenir compte des nouvelles réalités de l'ère numérique. Les progrès impressionnants intervenus dans le domaine des TIC ces dernières années sont le résultat de la dynamique du marché plutôt que de politiques efficaces.

Bytes For All: www.bytesforall.org

CEPES, Pérou La technologie au service de l'agriculture péruvienne traditionnelle dans la vallée du Huaral



CE PETIT GARÇON APPARTIENT À LA COMMUNAUTÉ DE HUARAL, DONT TOUS LES MEMBRES TIRENT UN BÉNÉFICE DU SYSTÈME D'INFORMATION.
PHOTO: CEPES

Le Huaral est une vallée côtière du Pérou au climat désertique, où il ne pleut que rarement. Depuis 2001, le CEPES a collaboré avec l'association d'irrigation locale pour mettre en place un système d'information agraire⁷. En 2007, des mécanismes techniques novateurs ont été intégrés au système pour améliorer la production, la systématisation et la diffusion de l'information agraire et pour encourager l'appropriation des TIC par les petits exploitants de la vallée.

Ces mécanismes comprennent le développement d'un système géoréférencé d'information locale, la transmission de l'audio numérique et l'exécution d'un projet pilote faisant appel à des appareils portables de communication de haute technologie. Le but est de montrer que l'accès et l'utilisation judicieuse des TIC amélioreront la production agricole.

CEPES: www.cepes.org

6 pakistanict.politique.bytesforall.net

7 www.cepes.org.pe/huaral

COLNODO, Colombie

Les télécentres, les politiques de TIC et le cybergouvernement en 2007

En 2007, Colnodo a rejoint d'autres organisations nationales pour promouvoir l'appropriation communautaire des télécentres gérés par le gouvernement en insistant sur l'expansion de trois télécentres dans le sud-ouest de la Colombie⁸. Il a également participé activement à la coordination de la quatrième conférence nationale sur les télécentres, au cours de laquelle près de 90 administrateurs et coordonnateurs de télécentre ont parlé de leurs expériences et ont reçu une formation.

Également en 2007, Colnodo a collaboré avec d'autres organisations pour tenir des consultations sur les politiques de technologies de l'information et de la communication⁹, auxquelles 432 personnes des quatre coins du monde ont participé. Les résultats ont été présentés aux auteurs du plan national de TIC qui est en cours de préparation en Colombie.

Parallèlement, Internet pour la responsabilisation¹⁰, un des projets de cybergouvernement auxquels Colnodo participe, a été étendu à presque 400 nouvelles municipalités dans le cadre du programme de connectivité du ministère des communications colombien. Actuellement, 1024 municipalités se servent de cet outil, qui conduit à une plus grande transparence



DES ADMINISTRATEURS DE TÉLÉCENTRES EN COLOMBIE PARLENT DE LEURS EXPÉRIENCES ET CHERCHENT DES SOLUTIONS À DES PROBLÈMES COMMUNS. PHOTO: PAOLA ANDREA LIÉVANO

8 www.telecentros.org.co

9 www.cmsi.colnodo.apc.org

10 www.iprc.org.co

et une meilleure responsabilisation des autorités locales sur leur site internet. Ce projet a également été adapté pour sept municipalités du Nicaragua.

Colnodo: www.colnodo.apc.org

COMMUNITY EDUCATION COMPUTER SOCIETY (CECS), Afrique du Sud

Vous voulez savoir comment utiliser les logiciels libres? Visitez FLOSSLit



« LES LOGICIELS LIBRES RÉPONDENT MIEUX AUX BESOINS DES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF, EN PARTICULIER EN AFRIQUE », DÉCLARE ARNOLD PIETERSEN DE CECS. PHOTO: MIHALY BAKO

En 2007, CECS a lancé FLOSSLit.org.za, un portail qui diffuse gratuitement des connaissances informatiques¹¹. Le portail a été développé après des mois de consultations avec plus de 200 organisations de la région sud-africaine. Développé en collaboration avec le Mereka Institute, un promoteur de logiciels libres, il explique et offre un programme d'études pour apporter des logiciels de traitement d'images, de textes et de courriel à ceux qui en ont le plus besoin.

FLOSSLit.org.za part du principe que les logiciels libres répondent mieux aux besoins des organisations à but non lucratif, en particulier en Afrique. Les logiciels libres sont associés à des normes ouvertes et n'importe quel développeur est libre de les étudier, utiliser, modifier et partager.

CECS: www.cecs.org.za

11 www.flosslit.org.za

COMPUTER AID INTERNATIONAL, Royaume-Uni

Computer Aid International
est lauréat du prestigieux
prix Nominet



L'ORDINATEUR FOURNI PAR COMPUTER AID MONTRÉ LA RADIOGRAPHIE D'UN POUMON À L'HÔPITAL RUBYA, EN TANZANIE. LA MASSE BLANCHE EN BAS DES POUMONS EST LE SIGNE D'UNE TUBERCULOSE. SANS LA TÉLÉMÉDECINE, LA MALADIE N'AURAIT PEUT-ÊTRE PAS ÉTÉ DIAGNOSTIQUÉE, AVEC DES CONSÉQUENCES POTENTIELLEMENT DRAMATIQUES.
PHOTO: COMPUTER AID

L'année 2007 a été marquante pour cette organisation sans but lucratif qui est le plus gros fournisseur mondial d'ordinateurs aux pays en développement. Computer Aid International a expédié son 100 000^e ordinateur et a été également le lauréat du prestigieux prix Nominet pour son travail visant à étendre l'accès de certaines des communautés les plus défavorisées aux TIC. Après s'être lancée dans plusieurs projets ambitieux et novateurs, l'organisation continue à privilégier l'offre d'ordinateurs à ceux qui en ont le plus besoin.

Le Telemedicine Outreach Programme en partenariat avec l'African Medical and Research Foundation cherche à améliorer la prestation de soins médicaux au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. En équipant

d'ordinateurs des dizaines d'hôpitaux isolés pour favoriser la télémédecine, les médecins peuvent accélérer le diagnostic et le traitement, augmentant par le fait même les chances de sauver des vies. Par ailleurs, Computer Aid International continue de travailler en étroite collaboration avec des organisations dans plus d'une centaine de pays en développement pour améliorer les TIC dans des secteurs aussi divers que l'éducation, les soins de santé, la salubrité alimentaire, l'accès des personnes handicapées et l'égalité de genre.

Computer Aid International:

www.computeraid.org

ECONNECT, République tchèque Exploiter les nouveaux médias au profit de la société civile

En 2007, Econnect a lancé le nouveau projet Nouveaux médias pour la société civile, en réponse à la nouvelle tendance des bulletins d'information en ligne, en s'adressant aux organisations sans but lucratif.

Le projet vise deux grands objectifs.

Le premier est le développement d'un portail d'actualités qui utilise des outils multimédia, notamment les enregistrements vidéo et audio, la diffusion en continu des événements liés à l'internet, etc. Le second objectif est d'organiser des séminaires et des consultations avec des organisations non gouvernementales pour dispenser un enseignement pratique sur les nouveaux outils en ligne et sur leur utilisation afin de renforcer la société civile et les ONG en Tchéquie.

Ce projet utilise les logiciels libres, dans le respect de l'engagement politique d'Econnect à l'égard des technologies durables.

Econnect: www.econnect.cz

ESLARED, Venezuela Pour la deuxième année de suite, un nouveau record de connexion sans fil

En avril 2006, ESLARED avait battu le record mondial de 279 kilomètres de connexion sans fil. Un an après cette première, qui avait fait des vagues un peu partout dans le monde, l'organisation a battu son propre record en établissant une liaison de 382 kilomètres¹².

ESLARED a également documenté son travail pour que d'autres puissent le reproduire. L'objectif est de permettre à des communautés de différentes parties du monde d'accéder à ce type de connexion internet, beaucoup plus économique que la fibre optique ou le satellite. La possibilité d'utiliser la technologie de transmission de données WiFi sans fil sur de telles distances en fait un concurrent sérieux du WiMAX, une technologie plus récente censée être plus rapide et pouvoir couvrir de plus grandes distances que le WiFi. Le WiMAX a un plus grand rayonnement et une bande passante plus large, mais le WiFi est jugé plus intéressant au niveau du coût.

Les logiciels utilisés sont des logiciels libres.

ESLARED: www.eslared.org.ve



L'ÉQUIPE D'ESLARED A ÉTABLI UNE LIAISON DE 382 KM À PLATILLÓN, AU VENEZUELA. PHOTO: ESLARED

12 www.apc.org/en/news/wireless/lac/sky-s-limit-new-wireless-connection-record-382-kil

FANTSUAM FOUNDATION, Nigeria Surmonter les stéréotypes



OMOLAYO SAMUEL GRIMPANT À LA TOUR DE COMMUNICATION DE 45 MÈTRES.

PHOTO: FANTSUAM FOUNDATION

En août 2007, Omolayo Samuel, une jeune femme du service des TIC de Fantsuam, est devenue un modèle pour les femmes travaillant dans le domaine des TIC en étant la première technicienne à grimper à une tour de communication dans le nord du Nigeria, et fort probablement dans tout le pays.

Lorsqu'on lui a demandé si elle voulait monter à la tour de 45 mètres pour syntoniser les radios, une tâche accomplie jusqu'à maintenant uniquement par des hommes (et seulement ceux qui n'ont pas le vertige), Omolayo a relevé le défi.

Les femmes sont encore largement sous-représentées parmi les professionnels des TIC du Nigeria. Même si bon nombre de facteurs qui empêchent les femmes d'entrer dans le domaine s'appliquent également aux hommes – comme le fait de vivre en milieu rural où on a peu accès aux TIC et où on les connaît mal – les attitudes traditionnelles sur les rôles sociaux des femmes, de même que les idées reçues sur leurs capacités, contribuent à perpétuer les disparités de genre dans le secteur des TIC. La Fantsuam Foundation tente de remédier à cette inégalité.

Fantsuam Foundation: www.fantsuam.org

FOUNDATION FOR MEDIA ALTERNATIVES (FMA), Philippines

Un concours d'arts numériques comportant une dimension sociale

WebSining (art sur le web)¹³ est un concours d'arts numériques initialement géré par la Commission pour la culture et les arts des Philippines. En 2007, la FMA a pris le relais pour la coordination des prix et a ajouté une touche progressiste. Tout en étant sa première aventure dans le monde des artistes et des travailleurs de la culture, la FMA a ouvert les prix aux technologues, aux militants sociaux et aux membres d'ONG.

Plus de 200 personnes se sont inscrites au concours dans trois catégories, la photographie numérique, l'animation numérique et les arts numériques.

D'autre part, la FMA a organisé une série de tables rondes avec des artistes locaux dans trois régions, au cours desquelles de nouveaux enjeux sociaux ont été abordés : droits de propriété intellectuelle et restrictions, logiciels libres et lien entre art et plaidoyer. Ces forums ont également permis aux artistes de se renseigner sur les outils multimédia des logiciels libres et les autres types de contenus communs.



UN DES LAURÉATS DE WEBSINING 2007 POSE DEVANT UNE REPRODUCTION DE SON ŒUVRE NUMÉRIQUE.
PHOTO: FMA

La FMA a noué des liens très utiles avec le secteur culturel, un acteur important sur lequel elle s'appuie dans son travail naissant dans le domaine de l'accès au savoir,

13 websining.net

notamment le plaidoyer pour la réforme de la propriété intellectuelle et la protection et l'expansion des biens communs numériques et de l'information.

FMA: www.fma.ph

FUNREDES, République dominicaine

Une année de transition

FUNREDES ayant mis fin à ses activités locales en République dominicaine¹⁴, 2007 a été pour l'organisation une année de transition, de réorganisation et de préparation à un nouveau lancement en 2008 en tant que groupe de réflexion.

Mais l'organisation n'est pas restée oisive pour autant et a produit *Fracture numérique, fracture sociale, fracture des paradigmes*¹⁵. S'appuyant sur des années d'expérience dans le domaine, cette étude insiste sur la nécessité d'une vision globale pour lutter contre la fracture numérique, ainsi que l'importance de la culture informatique.

A la fin 2007, Daniel Pimienta, le président de FUNREDES, a reçu le prix IFIP WG9.2 Namur, au nom de FUNREDES et de la communauté virtuelle MISTICA¹⁶, pour ses efforts dans la promotion d'une vision holistique de l'impact social des TIC.

FUNREDES: www.funredes.org

14 funredes.org/undp.do

15 funredes.org/mistica/francais/cyberotheque/thematique/fracture_paradigmatique.pdf

16 funredes.org/mistica/francais

GREENNET, Royaume-Uni Expérimentation en logique web



FOREST MONITOR EST L'UN DES PROJETS WEB DÉVELOPPÉS PAR GREENNET. PHOTO: SYLVAIN ANGERAND, LES AMIS DE LA TERRE

Le travail de développement web de GreenNet a pris un virage intéressant et inattendu en 2007. Grâce à des solutions web libres en évolution rapide, à une équipe de projets web de plus en plus sûre d'elle et compétente et des clients prêts pour de nouvelles expériences, les priorités de GreenNet ont évolué.

« Il ne s'agissait plus simplement de fournir des contenus de façon gérable, fonctionnelle et présentable », indique Anna Feldman de GreenNet. « Nous avons commencé à nous intéresser à la logique web – l'étude des structures, des conceptions et des stratégies d'information – et à les utiliser pour répondre aux demandes en matière de communication de plus en plus complexes de la part nos utilisateurs de la société civile »¹⁷. Et il semble que ce soit une réussite : contre toute attente, GreenNet se maintient face aux hordes d'entreprises de capital de risque dans le secteur de l'internet. APC a également choisi GreenNet

17 www.gn.apc.org/services/gallery/webproject

pour développer le nouveau site APC.org en quatre langues.

GreenNet a aussi participé à l'ancrage de la campagne Réapproprie-toi la technologie! en Grande-Bretagne¹⁸ en développant un site internet local et en collaborant avec plusieurs groupes de femmes pour sensibiliser le public au rôle que peuvent jouer les TIC dans la violence à l'égard des femmes.

GreenNet: www.gn.apc.org

ITEM, Uruguay Des blogues sur l'impact des institutions financières multilatérales

ITeM coordonne IFIwatchnet¹⁹ depuis 2005. Cette initiative originale de réseautage international d'ONG, qui en est à sa sixième année, relie les organisations qui surveillent les institutions financières internationales (IFI) comme la Banque mondiale, le FMI et les banques de développement régionales.

Créé en réponse à un appel des groupes de la société civile pour optimiser l'efficacité de leurs activités de communication et de réseautage, ITeM devint rapidement un outil essentiel à la collaboration de plus en plus étroite entre les groupes de surveillance des IFI aux niveaux national, régional et international.

Les blogues hébergés par IFIwatchnet servent à diffuser des informations et à rendre compte sans préjugés des réunions des IFI. Avec la participation de blogueurs invités de différentes organisations de la société civile qui se trouvaient à Washington au moment des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI en 2007, les blogues ont abordé un certain nombre de sujets importants, dont la réforme du FMI, les projets de l'industrie extractive et le programme du Comité de développement.

ITeM: www.item.org.uy

18 www.takebackthetech.org.uk

19 www.ifwatchnet.org

JCAFE, Japon

Portail interactif pour les ONG et les bénévoles japonais

JCAFE gère un portail à l'intention des ONG et des bénévoles appelé ViVa!²⁰, ce qui veut dire Information vitale pour une action volontaire. ViVa! a été lancé il y a dix ans pour coordonner le travail des bénévoles à la suite du chaos survenu dans la foulée d'une grande catastrophe environnementale dans la mer du Japon.

Depuis lors, ViVa! est devenu un des plus importants portails de ce genre géré par des organisations de la société civile au Japon. Il permet aux ONG japonaises d'échanger des informations sur leurs activités et événements, d'afficher des sujets d'actualité, d'offrir des critiques de livres et autres documents, de recruter et de former des bénévoles, d'afficher des offres d'emploi, etc.

En 2007, JCAFE a eu de la difficulté à alimenter son site par manque de personnel. Mais grâce aux encouragements de nombreuses ONG qui dépendent de ses services, le personnel de gestion et technique a collaboré à la création d'un nouveau style d'édition pour résoudre le problème. Les ONG japonaises ont rapidement été en mesure de participer, si bien qu'en moyenne, 150 articles s'affichent désormais par mois.

JCAFE: www.jcafe.net

JCA-NET, Japon

Le Réseau média G8 prend de l'altitude

En 2007, JCA-NET a participé au lancement du Réseau média²¹, regroupant les personnes engagées qui ont suivi et rendu compte du Sommet du G8 de Toyako, à Hokkaido, en juillet 2008.

La mission du réseau consistait à recueillir et à diffuser des nouvelles et des informations sur le sommet, en particulier tout ce dont les médias traditionnels ne parlent pas. Il a

20 www.viva.ne.jp

21 g8medianetwork.org

donné une voix aux particuliers et aux ONG qui œuvrent pour des enjeux mondiaux comme la pauvreté et le développement, l'environnement, les droits humains et la paix.

Tout au long de 2007, le réseau a mis sur pied sa communauté de membres et installé des centres médiatiques et des sites internet pour créer un contenu vidéo et texte en préparation du G8, de manière à ce que la couverture alternative des participants rejoigne une audience mondiale.

JCA-NET: www.jca.apc.org

JINBONET, Corée du Sud

Une loi sur la conservation des données menace le droit à la vie privée et la liberté d'expression



UNE CONFÉRENCE DE PRESSE ORGANISÉE PAR DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CORÉENNE OPPOSÉES À LA NOUVELLE LOI DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 2 JUILLET 2007. PHOTO: JINBONET

En 2007, l'Agence coréenne de sécurité nationale a demandé une modification de la Loi sur la protection des secrets de communication. Il s'agissait d'obliger légalement les entreprises de télécommunication et les fournisseurs de services internet à conserver les « données de communication » au minimum entre trois mois et un an, et les fournisseurs de services de téléphonie mobile à restructurer leurs réseaux pour permettre des écoutes téléphoniques. Jusqu'à présent, la conservation des données était volontaire.

Jinbonet craignait que ces mesures ne compromettent gravement le droit des Coréens à la protection des renseignements personnels et à la liberté d'expression. L'association a participé activement

au mouvement d'opposition à cette modification de la loi. Il a demandé au parlement coréen de suspendre la révision et de tenir une audience publique ou des consultations pour solliciter les opinions de la population, y compris les membres de la société civile et les organisations de défense des droits humains.

Jinbonet: www.jinbo.net

KINÈ, Italie Vidéos participatives pour les ONG et les bénévoles



EN COULISSES: TOURNAGE DANS LA BOUTIQUE BAOBAB APPARTENANT À ISABELLE, LE PERSONNAGE PRINCIPAL DANS L'UN DES DOCUMENTAIRES.
PHOTO: KINÈ

En 2007, Kinè a organisé un atelier "Show! Your Story"²² sur la communication audiovisuelle à l'intention des associations nationales qui œuvrent pour la solidarité et la coopération internationales. Formés par des cinéastes et des producteurs, les participants ont appris à réfléchir à leur sujet dans une perspective cinématique et à les traduire en vidéos, documentaires et audiovisuels pour le développement social.

Les résultats – trois courts documentaires – ont été largement diffusés, les « acteurs » étant présents en personne aux présentations. Cette approche qui fait appel aux documentaires et à la vidéo participative avait pour but de faire participer les travailleurs sociaux, les bénévoles et les organisations à but non lucratif aux productions et aux projets en

leur donnant le soutien et la formation nécessaires.

Kinè est également une compagnie de production et une agence conseil en communication pour les ONG et les institutions locales.

Kinè: www.kine.coop

LABORNET, États-Unis Protéger le droit des travailleurs de communiquer dans leur pays et dans le monde

En 2007, LaborNet USA a poursuivi son travail d'éducation des travailleurs et de création d'un réseau international de médias pour les travailleurs. Des LaborNets ont été établis au Royaume-Uni, en Autriche, en Allemagne, en Corée, en Turquie et au Japon.

LaborNet a également contribué à unir les travailleurs lors de campagnes de solidarité pour la démocratie dans le mouvement syndical et pour l'utilisation des nouvelles technologies de communication par les travailleurs. Dans le cadre de son travail de protection du droit démocratique des travailleurs à communiquer et utiliser l'internet, il lutte contre la censure et la privatisation de l'information sur internet qui limiterait et supprimerait les droits des travailleurs de communiquer et de créer un mouvement mondial.

En 2007, LaborNet a organisé des séances de formation pour les travailleurs des États-Unis et d'autres pays, une activité essentielle pour construire un mouvement syndical démocratique et indépendant.

LaborNet: www.labornet.org

22 www.trentinosolidarieta.it/showyourstory

LANETA, Mexique

La technologie contre la violence faite aux femmes

Six Mexicaines sur dix sont victimes de violences physiques, sexuelles, économiques, psychologiques ou verbales. En 2007, LaNeta a décidé de s'attaquer à ce problème en structurant autour de ce thème ses ateliers de formation sur les TIC destinés aux femmes.

LaNeta a donné ses premiers ateliers de formation MUJEMTIC (Femmes autonomisées par les TIC)²³ en 2004 pour promouvoir la réflexion et l'apprentissage collectif sur les technologies de l'information dans une optique de genre. En 2007, le thème de MUJEMTIC II a été l'activisme et les ateliers ont porté sur l'utilisation des outils web 2.0 (comme les blogues et les wikis) pour agir contre la violence faite aux femmes. Les femmes de six états mexicains ont pris part à la formation et ont ensuite participé à des campagnes internationales contre la violence faite aux femmes, y compris Réapproprie-toi la technologie!

LaNeta: www.laneta.apc.org



PEINTURE DE T-SHIRTS DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN DE LA CAMPAGNE RÉAPPROPRIE-TOI LA TECHNOLOGIE!
PHOTO: LANETA

NODO TAU, Argentine

Des liaisons sans fil pour faire tomber les obstacles



INSTALLATION D'UNE ANTENNE DANS LE QUARTIER TOBA. PHOTO: NODO TAU

A la fin 2007, dans le cadre d'une initiative conjointe de Nodo TAU et de la municipalité de Rosario, une liaison sans fil a été officiellement inaugurée. Il s'agit d'une réussite suivant une longue période de construction entre une coopérative dans un quartier de la communauté indigène Toba et une antenne située près du district du nord-ouest.

Cette liaison a été établie dans le cadre du projet régional TRICALCAR, dont le but est de créer des capacités de connexion sans fil pour les communautés défavorisées d'Amérique latine et des Caraïbes. Cette liaison doit apporter la connectivité internet au télécentre communautaire géré par la coopérative, qui a également été mise sur pied avec l'aide de Nodo TAU.

Nodo TAU: www.tau.org.ar

OPEN FORUM OF CAMBODIA, Cambodge

Des citoyens mieux informés et s'impliquant davantage dans la vie locale

En 2007, Open Forum a concentré ses activités sur la formation, le développement de sites internet et la recherche. La formation aux techniques de la presse écrite et de la radio pour les médias communautaires dans la province de Svay Rieng, s'est notamment distinguée dans le cadre du projet de « réforme de l'information communautaire pour la gouvernance locale ». Des ateliers ont également été organisés sur les blogues, à la fois pour le grand public et pour les journalistes, afin de promouvoir une plus grande liberté d'expression dans le pays.

Open Forum a créé deux sites internet importants : le site du Centre d'information communautaire²⁴, qui présente de l'information sur le développement aux Cambodgiens et le portail Procès Khmer Rouge²⁵, créé pour informer la population du Cambodge et l'étranger au sujet du génocide qui s'est déroulé il y a 30 ans.

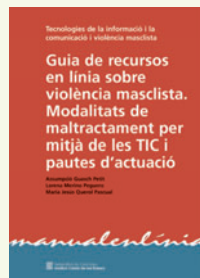
Open Forum of Cambodia:

www.forum.org.kh



UN JEUNE REPORTER MÈNE UNE ENTREVUE POUR
LE CENTRE D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE.
PHOTO: OPEN FORUM OF CAMBODIA

PANGEA, Espagne L'information pour combattre la violence faite aux femmes en Catalogne



Assumpció Guasch, Lorena Merino et M. Jesús Querol, collaboratrices bénévoles de l'Espace des femmes de Pangea (Espai de dones)²⁶, ont sélectionné des ressources en catalan pour réaliser un « Guide des ressources pour combattre la violence faite aux femmes : Abus dans les TIC et comment réagir »²⁷.

Ce guide est l'aboutissement de recherches réalisées en 2005 sous les auspices de l'Institut catalan des femmes (ICD). Il a été publié en format numérique grâce au lancement en mai 2007 de la nouvelle collection de manuels en ligne téléchargeables du site internet de l'institut.

Le guide fait le bilan de l'information sur la violence faite aux femmes sur le web et apporte des suggestions d'amélioration et de moyens pour faire face à la violence, puis la réduire.

Pangea: www.pangea.org

24 www.cambodiatic.info

25 www.krtrial.info

26 www.pangea.org/dona/

27 www.gencat.net/icdona/docs/pub_manuals2.pdf

RITS, Brésil

La gouvernance de l'internet en Amérique latine

Le deuxième Forum sur la gouvernance de l'internet s'est déroulé en novembre 2007 à Rio de Janeiro, au Brésil²⁸. RITS a activement participé, tant au stade de la préparation que du forum lui-même. Pour expliquer la gouvernance de l'internet dans le contexte de l'Amérique latine, son Centre de recherche, d'étude et d'éducation (NUPEF) a organisé deux séminaires (en juillet et septembre) qui ont abouti à la création du Caucus brésilien sur la gouvernance de l'internet. On y a abordé notamment des questions comme les modèles possibles de gouvernance, les normes ouvertes, l'accès au savoir et les dynamiques de genre. Les résultats des débats peuvent être consultés en ligne sur le site du NUPEF²⁹.

RITS a également organisé une réunion des représentants de la société civile dans la région. Elle s'est tenue quelques jours avant l'inauguration officielle du forum. Il en est ressorti une proposition de version latino-américaine du Forum sur la gouvernance de l'internet qui, sur les mêmes principes que le forum mondial, permettra la présentation de propositions et d'alternatives concrètes que la région présentera aux réunions mondiales.

RITS: www.rits.org.br

SANGONET, Afrique du Sud

Célébration des vingt ans de mise en réseau de la société civile grâce aux TIC

Le Southern African NGO Network (SANGONeT) a célébré son vingtième anniversaire en 2007, une étape importante pour une organisation qui est une des rares ONG en Afrique à s'intéresser aux TIC pour le développement.

Une publication spéciale pour célébrer l'occasion, *The SANGONeT Story, 1987-2007*³⁰, a été lancée lors du dîner de gala de la troisième Conférence et exposition annuelle sur les TIC et la société civile, organisée par SANGONeT le 17 juillet à Johannesburg. Ce livre rend hommage à tous ceux qui ont contribué aux réalisations de SANGONeT depuis vingt ans. Les lauréats 2007 des prix web des ONG sud-africaines, un concours annuel organisé par SANGONeT, ont également été annoncés à cette occasion³¹.



PRIX WEB DES ONG DE SANGONET.
PHOTO: SANGONET

Quelques mois plus tard, SANGONeT a publié *Prodder: NGOs and Development in South Africa 2008*³², un répertoire imprimé des ONG et des organisations œuvrant pour le développement en Afrique du Sud, dans le cadre des célébrations de son vingtième anniversaire. SANGONeT utilise ce livre pour sensibiliser aux ressources d'information en ligne des ONG.

SANGONeT: www.sangonet.org.za

30 www.sangonet.org.za/conference2007/images/SANGONeT_Story/sangonet20years_smallfile.pdf

31 www.sangonet.org.za/portal/index.php?option=com_content&task=view&id=7626&Itemid=442

32 www.sangonet.org.za/portal/index.php?option=com_content&task=view&id=8407&Itemid=474

28 www.intgovforum.org

29 www.nupef.org.br

STRAWBERRYNET, Roumanie La gouvernance de l'internet revêt une importance en Roumanie

En février 2007, StrawberryNet, avec la collaboration de l'Association pour la technologie et internet (APTI)³³, a organisé des consultations multipartites sur la gouvernance de l'internet en Roumanie.

La Charte des droits d'internet d'APC, traduite en roumain par StrawberryNet, a été présentée aux participants et a été un excellent point de départ pour les débats. Plusieurs intervenants sont d'ailleurs revenus sur des points précis inclus dans la charte.

Pendant les discussions, certains représentants d'ONG ont exprimé des critiques sévères au sujet des consultations (ou du manque de consultation) du gouvernement sur la question de la gouvernance de l'internet. Ils ont jugé que ces efforts étaient insuffisants et témoignaient d'un manque d'engagement sérieux. En revanche, les représentants du ministère des technologies de la communication et de l'information participant à l'atelier ont dit avoir besoin d'une plus grande rétroaction de la société civile.

StrawberryNet: www.sbnet.ro

UNGANA-AFRIKA, Afrique du Sud Brancher les bureaux de conseillers paravocats



DES CONSEILLERS PARALÉGAUX APPRENNENT À SE SERVIR D'UN LOGICIEL DE GESTION DE CAS.
PHOTO: RUDI VON STADEN

Ungana-Afrika se bat depuis longtemps pour faire reconnaître l'importance de lier le renforcement des capacités à tous les projets en technologie. En 2007, elle a pu démontrer l'intérêt de cette approche dans le cadre du projet Connectivité rurale³⁴ dans la province du Cap-Oriental, en Afrique du Sud.

Les bénéficiaires du projet sont un groupe de bureaux de conseillers paravocats qui travaillent dans les zones rurales et qui manquent fortement de ressources. Ces bureaux donnent des conseils aux membres de la communauté sur des aspects juridiques et communautaires, comme l'arbitrage des différends, l'organisation d'ateliers et l'accès aux services gouvernementaux.

Ungana-Afrika a pu brancher les bureaux à l'internet au moyen de microcartes mobiles, et leur a apporté formation, soutien et encouragement tout au long de l'année. Rudi von Staden, le responsable du projet, s'est dit très satisfait du résultat : « Il s'agissait de notre première tentative de modèle de combinaison de revenus. Il est encourageant de voir que les conseillers paravocats sont non seulement capables d'utiliser la connectivité à bon escient, mais ils sont également prêts à payer un peu plus si elle s'accompagne d'un renforcement des capacités et d'un soutien ».

Ungana-Afrika: www.ungana-afrika.org

33 www.apti.ro

34 www.ungana-afrika.org/projets/rural_connectivite_projet.htm

WEB NETWORKS, Canada Prix canadien d'alphabétisation pour un logiciel inuit



PHOTO: LE PIRURVIK CENTRE

Tusaalanga (ce qui veut dire « écoutons ») est une application d'apprentissage sur le web qui aide les élèves à apprendre l'inuktitut, la langue des Inuits du nord du Canada. Développé en association avec un partenaire Inuit, le Pirurvik Centre, Tusaalanga s'est mérité le Prix national d'alphabétisation du Canada en 2007.

Tusaalanga est un site internet dynamique³⁵ qui permet l'apprentissage de l'inuktitut sur le web. Il contient des centaines de mots, de dialogues, de fichiers sonores et des notes de grammaire structurés dans une série de leçons. L'application de gestion de contenu libre Drupal sur laquelle il se base est également utilisée au Guatemala pour apprendre aux Mayas la langue k'iche'.

Web Networks: www.web.net

WOMENSHUB, Philippines Système de documentation sur la violence faite aux femmes

La Commission nationale sur le rôle des femmes philippines³⁶ a fait appel au savoir-faire technique de WomensHub pour étudier et développer les spécifications techniques d'une base de données intégrée sur les cas de violence faite aux femmes dans le pays. Les données ont été recueillies auprès d'unités locales de première ligne du gouvernement : la police, les travailleurs sociaux, les hôpitaux et les officiers de justice.

Le Système de documentation sur la violence faite aux femmes vise à présenter un bilan exact du nombre de cas de violence faite aux femmes et de vérifier si les services répondent bien aux besoins des victimes. Il tente également d'atténuer le traumatisme subi par les victimes en veillant à ce que leur expérience soit documentée dès la première entrevue.

WomensHub a recommandé un système réparti avec un modèle de centre national de données centralisé faisant appel à Martus³⁷ pour collecter les données. Martus est une application en logiciel libre développée par Benetech pour documenter les violations des droits humains et est utilisé à cette fin aux Philippines et dans le reste du monde. Elle a également l'avantage d'être sécurisée car la confidentialité et la sécurité des données sont essentielles dans de tels cas.

WomensHub: www.womenshub.net

35 www.tusaalanga.ca

36 www.ncrfw.gov.ph

37 www.martus.org

WOMEN'SNET, Afrique du Sud

Le genre et les portables pour le développement



PHOTO: KIWANJA.NET

En 2007, Women'sNet a participé à une évaluation-éclair de quinze³⁸ projets qui utilisent les téléphones mobiles, menée par l'UNICEF, dans le but de mesurer l'atteinte des objectifs de développement en Afrique, en particulier la prévention et le traitement du VIH/sida et les soins donnés aux malades.

On a demandé à Women'sNet de se joindre à l'étude en raison de la nature différenciée sur la base du genre des questions de développement en général et du VIH/sida en particulier. Pour des raisons biologiques, économiques et sociales, les femmes et les filles courent plus de risque de contracter le virus et représentent donc une proportion croissante de la population mondiale infectée.

Les femmes sont confrontées à des obstacles importants à l'accès aux TIC et bon nombre de projets et programmes de développement ne tiennent pas compte de la dynamique de genre dans les questions de développement ou celles se rapportant à la fracture numérique. Women'sNet a incorporé les questions de genre dans sa recherche pour l'évaluation-éclair, en s'intéressant à l'utilisation différente que font les femmes et les hommes du téléphone portable, aux niveaux d'accès des femmes et à la prise en compte du genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets.

Women'sNet: www.womensnet.org.za

WOUNGNET, Ouganda

Campagne de textos pour la prévention de la violence à l'égard des femmes

WOUNGNET, en association avec Womens'sNet et APC-Femmes-Afrique, a organisé une campagne de textos d'une durée de seize jours pour lutter contre la violence faite aux femmes, dans le cadre des seize journées internationales d'action contre la violence faite aux femmes. Au total, 170 participants de treize pays sur les cinq continents y ont pris part et ont envoyé des textos condamnant la violence faite aux femmes.

Le thème africain pour 2007 était « Je m'engage à prévenir la violence faite aux femmes! Et vous? Parlez, communiquez, affirmez-vous! » Les organisations ont utilisé toutes sortes d'activités : marches, conférences, rallies, théâtre, émissions de débats, vulgarisation communautaire, visionnement de vidéos et manifestations médiatiques pour encourager le plus de personnes possible à ajouter leur voix et leurs efforts et s'engager à prévenir la violence à l'égard des femmes dans leur vie personnelle, leur famille élargie, la société et le pays en général.

WOUNGNET a obtenu un énorme soutien des participants et a reçu plus de textos qu'elle ne pouvait envoyer sans surcharger la boîte de messages téléphoniques. Mais aucun message n'a été jeté et ils ont tous été intégrés à un blogue créé à cette fin sur le site de la campagne Réapproprié-toi la technologie ! du PARF d'APC et sur le blogue de WOUNGNET.

WOUNGNET: www.woungnet.org

38 www.unicef.org/southafrica/SAF_resources_cellphones4dev.pdf

ZAMIRNET, Croatia

Rendre le cybergouvernement accessible

A la fin 2007, ZaMirNET a organisé un atelier national auquel ont assisté des représentants d'agences gouvernementales, du milieu universitaire et du secteur privé pour parler des initiatives de cybergouvernement en cours dans le cadre du projet du réseau inclusif de cybergouvernement. Le gouvernement de Croatie a investi d'importantes ressources dans le développement de services en ligne. ZaMirNET souhaitait mettre de l'avant l'absence de conformité aux normes reconnues d'accessibilité au web³⁹, ce qui porte préjudice aux personnes malvoyantes.

Seul le dernier portail du Bureau administratif central pour la Croatie en ligne est conforme aux normes internationales, alors que les sites internet des agences comme le Service des emplois croates et divers ministères utilisent encore des formats que les lecteurs écran ne peuvent pas décoder. Par conséquent, les malvoyants qui utilisent les lecteurs écran ne peuvent pas profiter pleinement des sites et des étudiants se sont plaints d'avoir perdu des possibilités d'emploi.

Mais le secteur privé semble intéressé par le développement d'une méthode de formation informatique et de ressources, sous forme imprimée et interactive, adaptée aux besoins des aveugles ou malvoyants.

ZaMirNET: www.zamirnet.hr

39 Pour en savoir plus : www.w3.org/WAI

RÉPERTOIRE : GOUVERNANCE ET ÉQUIPE



LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'APC A ÉTÉ ÉLU EN NOVEMBRE. DEUXIÈME RANGÉE (DE GAUCHE À DROITE): MICHEL, MAGELA, DANILO, JAMES, ANRIETTE. PREMIÈRE RANGÉE: AL, ANDREW, VALENTINA, JAN.

NOUVEAUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2007

(novembre 2007-novembre 2010)¹

Daniilo Lujambio, Argentine (président)

Janine Moolman, Afrique du Sud (vice-présidente)

Andrew Garton, Australie (secrétaire)

Magela Sigillito, Uruguay (trésorière)

Alan Alegre, Philippines

Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud (directrice exécutive)

Michel Lambert, Canada

James Nguo, Kenya

Valentina Pellizzer, Italie

MEMBRES SORTANTS EN 2007

(octobre 2005-octobre 2007)

Natasha Primo, Afrique du Sud (présidente jusqu'au 31 juillet)

Mark Graham (président intérimaire d'août à octobre)

Olinca Marino, Mexique (vice-présidente)

Danijela Babic, Croatie (secrétaire)

Mark Graham, É.-U. (trésorier)

Mihaly Bako, Roumanie

Daniilo Lujambio, Argentine

Kong Sidaroth, Cambodge

Valentina Pellizzer, Italie

Remplaçants : Andrew Garton,

Australie; John Dada, Nigeria

¹ Conformément aux nouveaux statuts approuvés par le conseil d'APC en novembre 2007, le conseil exécutif est maintenant appelé conseil d'administration. La durée du mandat au conseil d'administration est passée de deux à trois ans et le directeur exécutif est membre d'office.

REPRÉSENTANTS À L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES EN 2007

AFRIQUE

ALIN-EA, Kenya

James Nguo

ArabDev, Égypte

Leila Hassanin

ARCC, Kenya

Alfred Orimbo, David Wasonga (jusqu'en juillet), Steven Yogo

AZUR Développement,

République du Congo

Victorine Diaboungana, Georges Mbouala

CECS, Afrique du Sud

Arnold Pietersen

CIPESA, Ouganda

Vincent Baguire, Lillian Nalwoga

ENDA-TM, Sénégal

Laye Kante, Masse Lo

Fantsuam Foundation, Nigeria

John Dada, Kazanka Comfort

PROTEGE QV, Cameroun

Sylvie Siyam, Avis Momeni

SANGONeT, Afrique du Sud

David Barnard, Fazila Farouk (jusqu'en avril)

Ungana-Afrika, Afrique du Sud

Toni Elias, Tshupo Thlaku

Women'sNet, Afrique du Sud

Natasha Primo (jusqu'en juillet), Sally Shackleton (à compter d'août), Janine Moolman (à compter d'octobre)

WOUGNET, Ouganda

Goretti Zavuga Amuriat, Milton Aineruhanga

ASIE-PACIFIQUE

apc.au, Australie

Andrew Garton, Justina Curtis (jusqu'en janvier), Grant McHerron (à compter de janvier)

BFES, Bangladesh

Reza Salim, Rashiduzzaman Ahmed

Bytes For All, Asie du Sud

Partha Pratim Sarker, Frederick Noronha, Shahzad Ahmad*

FMA, Philippines

Alan Alegre

IPD, Philippines

Bobby Soriano

JCAFE, Japon

Onoda Mitoyo, Okabe Kazuaki

JCA-NET, Japon

Fujino Satoshi, Hamada Tadahisa

Jinbonet, Corée du Sud

Oh Byoung-il, PatchA, Lee Jong-Hoi*

Open Forum, Cambodge

Im Sokthy

VOICE, Bangladesh

Ahmed Swapan Mahmud, Farjana Akter

WomensHub, Philippines

Pi Villanueva

EUROPE

BlueLink, Bulgarie

Pavel Antonov, Milena Bokova

ChangeNet, Slovaquie

Norbert Brazda (jusqu'en septembre)

ComLink, Allemagne

Stefan Hackenthal

Computer Aid International, R.-U.

Tony Roberts, Sonia Sinanan

Econnect, République tchèque

Vaclav Klinkera

GreenNet, R.-U.

Cedric Knight, Michael Moritz,
Liz Probert*

Green Spider, Hongrie

Zoltan Varady, Robert Fridrich (jusqu'en
août), Peter Dunajcsik

Kinè, Italie

Valentina Pellizzer (jusqu'en mars),
Denisa Gollino, Paolo Busetta (jusqu'en
décembre), Silvia Conotter

Metamorphosis, Macédoine

Bardhyl Jashari, Jordanka Petrusevska

OneWorld Southeast Europe (owpsee), Bosnie-Herzégovine

Valentina Pellizzer

Pangea, Espagne

Leandro Navarro, Assumpció Guasch

StrawberryNet, Roumanie

Mihaly Bako

ZaMirNET, Croatie

Danijela Babic, Gabrijela Ivanov

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

CEPES, Pérou

Maicu Alvarado, Jaime Torres*

Colnodo, Colombie

Julián Casasbuenas, Olga Paz

ESLARED, Venezuela

Edmundo Vitale, Ermanno Pietrosevoli
(jusqu'en janvier), Lourdes Pietrosevoli

FUNREDES, République dominicaine

Daniel Pimienta, Senaida Jansen (jusqu'en
mai)

ITeM, Uruguay

Magela Sigillito, Pablo Accuosto

LaNeta, Mexique

Olinca Marino, Erika Smith

Nodo TAU, Argentine

Danilo Lujambio, Eduardo Rodriguez

RITS, Brésil

Paulo Lima, Carlos Afonso (jusqu'en
septembre), Graciela Selaimen

Wamani, Argentine

Carlos Alvarez, Rodolfo Rapetti

AMÉRIQUE DU NORD (à l'exception du Mexique)

Alternatives, Canada

Michel Lambert, Daphnée Dion-Viens
(jusqu'en avril), Caroline Tagny
(à compter de mai)

IGC, É.-U.

Mark Graham, Mitra

LaborNet, É.-U.

Steve Zeltzer, Erika Zweig

Web Networks, Canada

Oliver Zielke

* Représentant à la réunion de conseil d'APC, Rio de Janeiro, Brésil.

L'ÉQUIPE DU PERSONNEL EN 2007

Équipe des systèmes de gestion

Directrice exécutive : Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud

Assistante de la directrice exécutive : Katherine Walraven, Mozambique/Canada

Directrice des opérations : Estelle Baker, Afrique du Sud (jusqu'en août)

Directrice du développement de réseau : Karen Banks, Royaume-Uni

Assistante au développement de réseau : Vanessa Ourique Purper, Brésil

Coordonnatrice de la logistique : Mylene Soto Sol Cruz, Philippines/Suisse

Directrice des finances : Maya Sooka, Afrique du Sud

Assistante aux finances et ressources humaines : Fatima Bhyat, Afrique du Sud

Consultante en comptabilité et finances : Misty McWilliams, Afrique du Sud *

Directrice des communications, des relations médias et de la promotion : Karen Higgs, Uruguay

Coordonnateur de l'information : Frédéric Dubois, Allemagne/Canada

Rédactrice spécialisée : Analía Lavin, France/Uruguay

Coordonnateur de l'information technique/administrateur de systèmes : Adolfo Dunayevich, Mexique

Associée à la communication : Kelly Loverock, Uruguay/Canada (à compter de septembre)*

Equipes des programmes

Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC)

Directrice du Programme d'appui aux réseaux de femmes : Chat Garcia Ramilo, Philippines

Coordonnatrice d'APC-Femmes-Afrique : Jennifer Radloff, Afrique du Sud

Co-coordonnatrice d'APC-Femmes-Afrique : Sylvie Niombo, République du Congo

Coordonnatrice pour la région Europe Centrale et de l'Est : Lenka Simerska, République tchèque (jusqu'en février)

Coordonnatrice pour la région ALC : Dafne Plou, Argentine

Coordonnatrice du réseau des praticiens de la GEM : Cheekay Cinco, Philippines

Coordonnatrice de recherche GEM : Angela Marianne Kuga Thas, Malaisie (à compter de mars)

Coordonnatrice de GenderIT.org : Katerina Fialova, République tchèque

Coordonnatrice des communications : Erika Smith, Mexique

Coordonnatrice du projet Droits des femmes et TIC : Jac sm Kee, Malaisie

Administratrice technique et des systèmes : Sarah Escandor Tomas, Philippines

Rédactrice du site GenderIT.org espagnol-portugais : Flavia Fascendeni, Argentine/
Brésil*

Programme des politiques de communication et d'information (PPCI)

Directeur du Programme des politiques de communication et d'information : Willie
Currie, É.-U.

Coordonnatrice du plaidoyer pour les politiques nationales de TIC : Natasha Primo (à
compter d'octobre)

Stagiaire aux politiques nationales de TIC : Natalie Brown, Afrique du Sud/Canada (à
compter de septembre)*

Coordonnatrice de la recherche Afrique : Abiodun Jagun, Nigeria/R.-U. (jusqu'en
octobre)

Coordonnatrice du plaidoyer des politiques de TIC en Afrique : Coura Fall, Sénégal (à
compter de juin)

Rédacteur pour l'Observatoire des politiques de TIC en Afrique et pour Chakula : Alan
Finlay, Afrique du Sud *

Coordonnatrice de l'Observatoire des politiques de TIC en ALC : Valeria Betancourt,
Équateur

Conseillère en communication : Analía Lavin, France/Uruguay

Rédactrice pour l'Observatoire ALC : Clio Bugel, Uruguay (jusqu'en février), Florencia
Flores, Uruguay* (à compter de mars)

Programme de l'usage stratégique (PUS)

Directeur du Programme de l'usage stratégique (intérimaire) : Riff Fullan, Canada/
Suisse (jusqu'en avril), Karel Novotný, République tchèque (à compter de mai)

Coordonnatrice du partage du savoir : Karel Novotný, République tchèque

Responsable de projets : Anna Feldman, Royaume-Uni (jusqu'en septembre), Cheekay
Cinco, Philippines (à compter d'octobre)

Coordonnatrice de ItrainOnline : Ann Tohill, Australie/Afrique du Sud (jusqu'en avril)

Rédacteur du site ItrainOnline espagnol : Adolfo Dunayevich, Mexique

Coordonnateur du projet Communauté sans fil en Afrique : Ian Howard, Canada*

* Consultants et/ou personnel temporaire ayant travaillé avec APC en 2007

LA COMMUNAUTÉ D'APC DANS LE MONDE

Événements où APC a été présente en 2007

10-18 JANVIER

Atelier Harambee, Kampala, Ouganda

15-16 JANVIER

Réunion des membres d'Asie de l'Est du Global Knowledge Partnership (GKP), Manille, Philippines

15-21 JANVIER

Quatrième conférence de l'African Evaluation Association (AfrEA), Niamey, Niger

18-20 JANVIER

Atelier TIC pour le changement dans la société de l'information, Delhi, Inde

20-25 JANVIER

Forum social mondial, Nairobi, Kenya

22-30 JANVIER

Asie Source II, Sukabumi, Indonésie

22-30 JANVIER

Réunion de l'initiative OpenNet, Manille, Philippines

23-24 JANVIER

Atelier de formation en mobilisation des ressources en Afrique, Global Knowledge Partnership (GKP), Addis-Abeba, Éthiopie

24-27 JANVIER

Atelier de formation en Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) du PARF d'APC pour le projet de localisation PAN, Thimphu, Bhoutan

3-10 FÉVRIER

Réunion du personnel d'APC, Stanford, Afrique du Sud

12-13 FÉVRIER

10^è table ronde inter-agences de l'ONU sur la communication pour le développement, Addis Abeba, Éthiopie

12-14 FÉVRIER

Atelier sur les politiques de TIC de l'Institut international pour la communication et le développement (IICD)/APC, Le Cap, Afrique du Sud

13-14 FÉVRIER

Consultation ouverte pour le Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI) – groupe consultatif multipartite, Genève, Suisse

18-20 FÉVRIER

Réunion des partenaires de l'alliance Building Communication Opportunities (BCO), Johannesburg, Afrique du Sud

26-28 FÉVRIER

Assemblée générale annuelle de la Communications Regulators' Association of Southern Africa (CRASA), Windhoek, Namibie

27-28 FÉVRIER

Réunion du conseil des stratégies de la Global Alliance for ICT and Development (GAID), Santa Clara, États-Unis

4 MARS

Conférence annuelle de l'International Studies Association, Chicago, États-Unis

4-5 MARS

Atelier sur les indicateurs du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Singapour, Singapour

7-10 MARS

Campagne sur la violence faite aux femmes et les TIC de Creating Resources for Empowerment in Action (CREA), Delhi, Inde

12-17 MARS

Réunion de coordination du projet sans fil TRICALCAR en Amérique latine et dans les Caraïbes, Lima, Pérou

15-17 MARS

Atelier du Patagonian Social Development Institute (INPADES) et du PARF d'APC dans la région ALC avec des producteurs ruraux, Comodoro Rivadavia, Argentine

20-23 MARS

Atelier sur la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) du PARF d'APC, pour le projet Informatics for Rural Empowerment and Community Health (iREACH), Phnom Penh, Cambodge

22 MARS

Discussion de groupe sur le trafic des femmes, Buenos Aires, Argentine

24-30 MARS

28^e réunion publique internationale de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), Lisbonne, Portugal

9-13 AVRIL

Conférence internationale OURMedia 6, Sydney, Australie

15-17 AVRIL

Réunion régionale d'APC Asie-Pacifique, Sydney, Australie

19-20 AVRIL

Deuxième réunion nationale des mairesses, Buenos Aires, Argentine

23 AVRIL-4 MAI

Réunions de l'African Network Operators' Group (AfNOG) et du African Network Information Centre (AfriNIC), Abuja, Nigeria

27-29 AVRIL

Deuxième conférence de l'Université Yale sur l'accès au savoir (A2K2), New Haven, É. U.

27-28 AVRIL

Conférence sur les télécentres, Montevideo, Uruguay

1-2 MAI

Réunion du conseil de Women's Initiatives for Gender Justice, Amsterdam, Pays-Bas

1-4 MAI

Conférence informatique, liberté et confidentialité (CFP), Montréal, Canada

7-9 MAI

Réunion des membres d'Amérique du Nord d'APC, Montréal, Canada

14-25 MAI

Réunions de suivi du plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et Journée mondiale de la société de l'information, Genève, Suisse

16 MAI

Réunion conjointe de facilitation sur le plan d'action du SMSI sur les infrastructures de l'information et de la communication (C2), le renforcement des capacités (C4) et les environnements propices (C6), Genève, Suisse

18 MAI

Conférence Initiative OpenNet, Oxford, Royaume-Uni

21-25 MAI

Réunion de la Commission de la science et de la technique au service du développement (CCAST) des Nations Unies, Genève, Suisse

21-25 MAI

Réunions du Latin America and Caribbean Internet Addresses Registry (LACNIC) et de INET, Isla Margarita, Venezuela

22 MAI

Réunion conjointe de la Commission de la science et de la technique au service du développement (CCAST) des Nations Unies et de la Global Alliance for ICT and Development (GAID), Genève, Suisse

22 MAI

Lancement du rapport Global Information Society Watch, Genève, Suisse

23 MAI

Réunion de consultation pour le Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI), Genève, Suisse

27-29 MAI

Réunion des membres européens d'APC, Barcelone, Espagne

28-30 MAI

Deuxième conférence internationale sur les TIC pour le développement, l'éducation et la formation (eLearning Africa), Nairobi, Kenya

30 MAI

Réunion d'évaluation de l'impact d'APC – alliance Building Communication Opportunities (BCO), Barcelone, Espagne

31 MAI-2 JUIN

Réunion du conseil d'administration d'APC, Barcelone, Espagne

3 JUIN

Reclaim the Web, Londres, Royaume-Uni

4-6 JUIN

Atelier régional sur les politiques de communication et la radio populaire en ALC et Forum public national sur la communication et le processus d'assemblée constituante de l'Équateur, Quito, Équateur

11-12 JUIN

Conférence du Global Development Network (GDNet) sur la gestion du savoir pour le changement et l'innovation en Afrique, Le Caire, Égypte

4-7 JUILLET

Congrès international du 50^e anniversaire de la Society for International Development (SID), La Haye, Pays-Bas

4-8 JUILLET

Atelier du réseau international des femmes de l'Association mondiale de radiodiffuseurs communautaires (AMARC), Managua, Nicaragua

15-19 JUILLET

Conférence sur les TIC du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Nairobi, Kenya

16-19 JUILLET

Atelier de Freedom of Expression Project Africa, Nairobi, Kenya

17-18 JUILLET

Conférence de SANGONEt sur les TIC pour la société civile, Johannesburg, Afrique du Sud

19-20 JUILLET

Formation en gestion de projet pour les membres africains d'APC, Johannesburg, Afrique du Sud

21 JUILLET

Réunion des membres africains d'APC, Johannesburg, Afrique du Sud

22-24 JUILLET

Formation des animateurs de la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) du PARF d'APC, Kuala Lumpur, Malaisie

23-25 JUILLET

Conférence pour le 50^e anniversaire de l'Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication (AIERI), Paris, France

25-27 JUILLET

Atelier d'adaptation de la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) du PARF d'APC, Kuala Lumpur, Malaisie

1-2 AOÛT

Atelier d'animation pour les animateurs de l'Institut international pour la communication et le développement (IICD), Atuntaqui, Équateur

6-9 AOÛT

Dixième conférence régionale de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC) sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, Quito, Équateur

25-29 AOÛT

Atelier sur les récits numériques du Women's Electronic Network Training (WENT), Durban, Afrique du Sud

31 AOÛT-2 SEPTEMBRE

Réunion et assemblée générale sur la conservation des données de European Digital Rights (EDRI), Berlin, Allemagne

3 SEPTEMBRE

Consultation pour le Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI), Genève, Suisse

4-5 SEPTEMBRE

Réunion des partenaires de la Global Information Society, Genève, Suisse

6-8 SEPTEMBRE

Réunion des partenaires de l'alliance Building Communication Opportunities (BCO), Berne, Suisse

9-13 SEPTEMBRE

Digital Citizen Indaba et Highway Africa, Grahamstown, Afrique du Sud

10-11 SEPTEMBRE

Conférence sur les télécentres régionaux en ALC, Santiago, Chili

10-14 SEPTEMBRE

Atelier sur le câble sous-marin SAT-3 et première conférence et exposition sur l'itinérance de WATRA/ECOWAS, Abuja, Nigeria

10-14 SEPTEMBRE

Consultation inter-institutionnelle de la Commission pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC) sur eLAC, Santiago, Chili

13-14 SEPTEMBRE

Deuxième conférence ibéro-américaine sur les Objectifs du millénaire pour le développement et les TIC, Santiago, Chili

17-21 SEPTEMBRE

Atelier sur la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) du PARF d'APC pour le Research Centre for Women's Action (CIPAF) et la National Commission for the Information Society, Saint-Domingue, République dominicaine

21-23 SEPTEMBRE

Réunion de programmation du Forum féministe européen, Varsovie, Pologne

23-28 SEPTEMBRE

Réunion sur les politiques ouvertes de l'African Network Information Centre (AfriNIC), Durban, Afrique du Sud

24-27 SEPTEMBRE

Conférence Web2forDev 2007, Rome, Italie

4-5 OCTOBRE

Réunion régionale préparatoire en Amérique latine et dans les Caraïbes pour la conférence ministérielle ALC sur la société de l'information, Buenos Aires, Argentine

5-7 OCTOBRE

Atelier de planification stratégique de la Global Alliance for ICT and Development (GAID) portant sur la communauté d'expertise sur les politiques de genre, de développement et la société de l'information, Bangalore, Inde

7-10 OCTOBRE

Conférence de l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX), Montevideo, Uruguay

15-19 OCTOBRE

Troisième réunion du Congrès de communication de l'Amérique latine et des Caraïbes (COMLAC), Loja, Équateur

18-21 OCTOBRE

Atelier en Europe du Sud-Est sur la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) du PARF d'APC, organisé par OneWorld Europe du Sud-Est, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

22-27 OCTOBRE

Atelier régional sur le projet sans fil TRICALCAR en Amérique latine et dans les Caraïbes, Rosario, Argentine

28 OCTOBRE

Événement d'APC sur l'accès ouvert, Kigali, Rwanda

29-30 OCTOBRE

Sommet Connect Africa, Kigali, Rwanda

1-2 NOVEMBRE

Réunion régionale ALC du Forum international sur les réseaux d'apprentissage en Amérique latine et dans les Caraïbes et le Global Knowledge Partnership (GKP), San José, Costa Rica

4 NOVEMBRE

Réunion du conseil d'administration d'APC, Rio de Janeiro, Brésil

5-9 NOVEMBRE

Atelier de réseautage internet WALC 2007 en Amérique latine et dans les Caraïbes, Coro, Venezuela

5-9 NOVEMBRE

Assemblée des membres d'APC, Rio de Janeiro, Brésil

7-9 NOVEMBRE

Forum de Wireless Broadband Africa, Nairobi, Kenya

10 NOVEMBRE

Événement public d'APC sur l'accès équitable, Rio de Janeiro, Brésil

12-15 NOVEMBRE

Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI), Rio de Janeiro, Brésil

21-22 NOVEMBRE

Conférence régionale WINDS, Amérique latine, Buenos Aires, Argentine

22-23 NOVEMBRE

Atelier de renforcement des capacités en réseautage de l'Institut international pour la communication et le développement (IICD)/APC pour Infodesarrollo.ec, Quito, Équateur

22-27 NOVEMBRE

Atelier sur les compétences en technologie en Birmanie, Chiang Mai, Thaïlande

26-30 NOVEMBRE

Atelier sur la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) du PARF d'APC, Caceres, Espagne

28 NOVEMBRE

Réunion annuelle de la Global e-Schools and Communities Initiative (GeSCI), Dublin, Irlande

29-30 NOVEMBRE

Conférence internationale de e-Society.mk, Skopje, Macédoine

11-13 DECEMBRE

Conférence de Third Global Knowledge (GK3), Kuala Lumpur, Malaisie

11-14 DECEMBRE

Atelier pour les formateurs ItrainOnline, Kampala, Ouganda

PUBLICATIONS ET RECHERCHE D'APC

Adam, L., James, T. et Munyua Wanjira, A., *Frequently asked questions about multi-stakeholder partnerships in ICTs for development: A guide for national ICT policy animators*, Johannesburg, APC, septembre 2007.

www.apc.org/fr/system/files/catia_ms_guide_EN-1.pdf (anglais)

www.apc.org/fr/system/files/catia_ms_guide_FR-1.pdf (français)

APC et ITeM, *Global Information Society Watch 2007*, Montevideo, APC et ITeM, mai 2007

www.globaliswatch.org/download

APC, *Charte des droits d'internet¹*, 2007 (autres langues)

www.apc.org/fr/system/files/APC_charter_SQ.pdf (albanien) Sarajevo: owpsee

www.apc.org/fr/system/files/APC_charter_BN.pdf (bengali) Dhaka: VOICE

www.apc.org/fr/system/files/APC_charter_BG.pdf (bulgare) Sofia: BlueLink

www.apc.org/fr/system/files/APC_charter_CA.pdf (catalan) Barcelone: Pangea

www.apc.org/fr/system/files/APC_charter_BHS.pdf (bosniaque-serbe-croate)

Sarajevo: owpsee

www.apc.org/fr/system/files/APC_charter_CS.pdf (tchèque) Prague: Econnect

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_PH.pdf (philippin) Quezon City: FMA

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_HA.pdf (hausa) Kafanchan: Fantsuam

Foundation

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_KH.pdf (khmer) Phnom Penh: Open Institute

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_MK.pdf (macédonien) Sarajevo: owpsee

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_PT.pdf (portugais) Rio de Janeiro: RITS

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_RO.pdf (roumain) Sfîntu Gheorghe:

StrawberryNet Foundation

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_RU.pdf (russe) Sofia: BlueLink

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_UR.pdf (urdu) Islamabad: Bytes For All

www.apc.org/en/system/files/APC_charter_YO.pdf (yoruba) Kafanchan: Fantsuam Foundation

APC, *Déclaration d'APC sur le Forum de la gouvernance d'internet de 2007*, Rio de Janeiro, APC, novembre 2007.

www.blogue.apc.org/fr/index.shtml?x=5343858

Kuga Thas, A., Garcia Ramilo, C. et Cinco, C., *Gender and ICT*, New Delhi, PNUD et ELSEVIER, 2007.

www.apdip.net/publications/iespprimers/eprimer-gender.pdf

1 Toutes les chartes: www.apc.org/en/pubs/briefs/policy/all/apc-internet-rights-charter

Souter, D., *Whose Summit? Whose Information Society? Developing countries and civil society at the World Summit on the Information Society*, Montevideo, APC, mai 2007

www.apc.org/en/system/files/whose_summit_EN.pdf

DOCUMENTS DE FOND

Gómez, G., *Digital television and radio: Democratisation or greater concentration?* Quito, APC, novembre 2007.

www.apc.org/en/system/files/digital_TV_radio_EN_web.pdf (anglais)

www.apc.org/en/system/files/digital_TV_radio_ES_web.pdf (espagnol)

Malhotra, N., *The World Wide Web of Desire: Content regulation on the internet* Rio de Janeiro, PARF d'APC, novembre 2007.

www.genderit.org/resources/webofdesire_EN.pdf

Rivadeneira, C., *Convergence for development: Community radio as a digital inclusion strategy*, Quito, APC, octobre 2007.

www.apc.org/en/system/files/radiodifusion_inclusion_digital_ES.pdf (espagnol)

RAPPORTS

Esterhuysen, A., *Input to the Secretary-General's report on the system-wide follow-up to WSIS*, Genève, APC, mai 2007.

www.unctad.org/sections/wcmu/docs/ecn162007p022_en.pdf

Simerska, L., *Women for IT and IT for Women: Questionnaire survey among women applicants for Women into IT trainings in 2007, 2007*.

www.apcwomen.org/womenintoit

CONTRIBUTIONS À D'AUTRES PUBLICATIONS

Betancourt Campos, V., « What is a national information policy? » et « National information policy goals and action areas », dans *Building National Information Policies: Experiences in Latin America*, Kingston, UNESCO, septembre 2007.

infolac.ucol.mx/observatorio/arte_libro.pdf

Currie, W. et Horwitz, R., « Another Instance Where Privatization Trumped Liberalization: The Politics of Telecommunications Reform in South Africa – A Ten-Year Retrospective », dans *Telecommunications Policy*, Vol. 31(8-9), septembre 2007.

web.si.umich.edu/tprc/papers/2007/778/SA%20Telecoms%20HorwitzCurrie.pdf

Fialova, K., « Ženy a informa ní technologie » et « Ocho te si technologie! Násilí na ženách a informa ní technologie », dans *Informa ní technologie - prostor pro ženy*, octobre 2007.

Jagun, A., « Micro-enterprise and the 'mobile divide': New benefits and old inequalities in Nigeria's informal sector », dans *iD21 insights* (69), septembre 2007.
www.id21.org/insights/insights69/insights69.pdf

PARM LAC, « Community, Gender and ICTs », dans *TRICALCAR manual*, Buenos Aires, TRICALCAR, juillet 2007.

Sabanes Plou, D., « Mundo virtual, mundo tambien violento », dans *Violencia invisible, violencia de género: aportes para el debate sobre su tratamiento en los medios*, Córdoba, Argentine, CECOPAL, avril 2007.
www.genderit.org/en/index.shtml?w=a&x=95207

Sabanes Plou, D., « Community Telecentres: Building women's empowerment », dans *The Telecentre Times*, Vol. 1(5), juin-septembre 2007.

Sabanes Plou, D., « Trabajando por una apropiación comunitaria de las tecnologías de la información y la comunicación », dans *El Sur*, No. 24, juin 2007.
www.medicusmundi.es/Navarra/pub/elsur24.pdf

BULLETINS

APCNews et APCNoticias: bulletins mensuels généraux d'APC portant sur l'usage des TIC pour la justice sociale et le développement durable, produit en anglais et en espagnol et à compter de 2008, en français.

Chakula, bulletin d'information sur les politiques de TIC en Afrique, produit par l'observatoire des politiques de TIC en Afrique d'APC.

Sujets traités en 2007 : Ouverture de l'accès en Afrique ; rapports de Global Information Society Watch Africa.

Latin American and Caribbean bulletin on ICT policy and internet rights: bulletin d'information sur les politiques de TIC en Amérique latine et dans les Caraïbes, produit par l'observatoire des politiques de TIC en ALC d'APC.

Numéros thématiques en 2007 : Forum sur la gouvernance de l'internet ; rapports de Global Information Society Watch Latin America ; la radio populaire comme stratégie d'inclusion numérique ; plan d'action de la société de l'information régionale (eLAC) ; les TIC dans les régions rurales.

Gender Centred: Bulletin thématique de GenderIT.org. Numéros thématiques en 2007 : régulation du contenu et censure ; accès et genre ; santé des femmes et politiques de TIC.

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS POUR 2007

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2007		
	2007 (\$US)	2006 (\$US)
ACTIF	1 166 706	1 641 234
Actif à long terme	2	2
Equipement	2	2
Actif à court terme	1 166 704	1 641 232
Comptes débiteurs	21 202	19 477
Revenu accumulé – consultations	2 240	1 907
Revenu accumulé – prêts	298 232	613 987
Espèces et quasi-espèces	845 030	1 005 861
ACTIF TOTAL	1 166 706	1 641 234
RÉSERVES ET PASSIF	1 166 706	1 641 234
Réserves et fonds de viabilité	460 893	644 065
Fonds de viabilité	460 893	602 771
Bénéfices non répartis	-	41 294
Passif à court terme	705 813	997 169
Comptes créditeurs	94 992	259 214
Revenu reporté de mise en œuvre des projets	-	-
Revenu reporté des prêts	610 822	737 955
TOTAL DES RÉSERVES ET DU PASSIF	1 166 706	1 641 234

RÉSULTATS POUR L'ANNÉE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2007		
	2007 (\$US)	2006 (\$US)
REVENU	2 184 173	3 279 122
Revenu des prêts et contrats	2 083 048	3 161 769
Revenu gagné	101 125	117 353
Revenu des consultations	63 613	69 374
Intérêts	6 582	5 744
Frais d'adhésion	29 600	27 500
Commandites	-	6 013
Ventes et divers	1 330	8 722
DÉPENSES	2 367 345	3 013 429
Rémunération des vérificateurs	775	11 400
Réunions (personnel conseil et assemblée)	260 074	173 035
Dépenses de fonctionnement	75 384	75 850
Coûts du personnel	425 599	399 666
Dépenses liées aux programmes et projets	1 532 021	2 286 064
Téléphone et télécopieur	3 274	3 424
Traduction	8 046	8 069
Transport hébergement et per diem	37 662	35 499
Site web (comprend la restructuration)	24 510	20 422
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	(183 172)	265 693

Remarque : Les informations détaillées figurent dans les états financiers vérifiés de 2007

REMERCIEMENTS

Rédactrice du rapport annuel: Karen Higgs, directrice des communications d'APC
khiggs@apc.org

Merci encore une fois à Analía Lavin pour tout le temps qu'elle a consacré à la coordination des sections sur les membres et les publications, Vanessa Purper pour la compilation de la longue section sur les événements auxquels ont assisté les représentants d'APC, et Maya Sooka et les vérificateurs pour s'être assurés que les données financières soient prêtes le plus rapidement possible.

Les publications imprimées d'APC ont toujours un aspect distinctif grâce à l'équipe de conception talentueuse de Monocromo en Uruguay. Un grand merci à Lori Nordstrom pour son œil de lynx dans son travail de révision.

Un remerciement spécial aux personnes suivantes pour leurs contributions à ce rapport:

L'équipe d'APC dans le monde entier	Inés Campanella, Uruguay
Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud	Karel Novotný, République tchèque
Al Alegre, Philippines	Karen Banks, Royaume-Uni
Alfred Orimbo, Kenya	Kelly Loverock, Canada
Andrew Garton, Australie	Leila Hassanin, Égypte
Anna Feldman, Royaume-Uni	Liz Probert, Royaume-Uni
Arnold Pietersen, Afrique du Sud	Lorena Merino, Espagne
Avis Momeni, Cameroun	Maicu Alvarado, Pérou
Bardhyl Jashari, Macédoine	Matteo Maroni, Italie
Butjwana Seokoma, Afrique du Sud	Michel Lambert, Canada
Carl Franks, Royaume-Uni	Mihaly Bako, Roumanie
Chat García Ramilo, Philippines	Milena Bokova, Bulgarie
Dafne Plou, Argentine	Mylene Soto, Philippines
Daniel Pimienta, République dominicaine	Noah Lusaka, Kenya
Danijela Babic, Croatie	Oh Byoung-il, Corée du Sud
Danilo Lujambio, Argentine	Olga Paz, Colombie
David Barnard, Afrique du Sud	Oliver Zielke, Canada
Dejan Georgievski, Bosnie Herzégovine	Pablo Accuosto, Uruguay
Eiko Kawamura, Pérou	Paola Liévano, Colombie
Erika Smith, Mexique	Partha Sarker, Canada
Ermanno Pietrosevoli, Venezuela	Pavel Antonov, Hongrie
Florencia Roveri, Argentine	Polycarp Otieno, Kenya
Georges Mbouala, République du Congo	Rudi von Staden, Afrique du Sud
Goretti Z. Amuriat, Ouganda	Sally-Jean Shackleton, Afrique du Sud
Graciela Selaimen, Brésil	Sarah Escandor-Tomas, Philippines
Grant McHerron, Australie	Shahzad Ahmad, Pakistan
James Nguo, Kenya	Steve Zeltzer, États-Unis
Janine Moolman, Afrique du Sud	Sylvie Niombo, République du Congo
John Dada, Nigeria	Toni Elias, Afrique du Sud
Hamada Tadahisa, Japon	Vincent Waiswa Bagiire, Ouganda
Im Sokthy, Cambodge	Willie Currie, États-Unis

et à tous les autres représentants d'APC qui nous envoient régulièrement des comptes rendus de leurs activités afin de favoriser l'utilisation des TIC par les groupes de la société civile dans le monde.

APC aimerait remercier les agences et organismes donateurs suivants pour leur soutien à notre travail en 2007:

- **Agence de développement et de coopération suisse (SDC)**
Plaidoyer pour le genre et les politiques de TIC
- **Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**
Renforcement des capacités et soutien institutionnel (INSPRO) ; Renforcement institutionnel et évaluation de KICTANet ; GenARDIS ; Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) II ; Harambee
- **Département britannique pour le développement international (DFID)**
APC en tant que membre de l'alliance Building Communication Opportunities (BCO) ; Composante 1c Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique
- **Evangelischer Entwicklungsdienst e.V. (EED)**
Portails des politiques nationales de TIC
- **Fondation Ford**
Soutien de base au Programme des politiques de communication et d'information d'APC (PPCI)
- **Institut humaniste pour la coopération avec les pays en développement (Hivos)**
Soutien de base au PPCI et à APC-Femmes-Afrique
- **Ministère hollandais des Affaires étrangères (DGIS)**
Soutien de base à APC
- **Open Society Institute (OSI)**
Réunion de planification de la Phase 2 - Capacités de l'Afrique dans les technologies sans fil
- **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**
Module IMARK sur le web 2.0 et le réseautage social pour le développement

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ALC	Amérique latine et les Caraïbes
ALIN-EA	Arid Lands Information Network-Eastern Africa, Kenya*
AMARC	Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires
APC	Association pour le progrès des communications
ARCC	African Regional Centre for Computing, Kenya*
BCO	Alliance Building Communication Opportunities
BFES	Bangladesh Friendship Education Society, Bangladesh*
CATIA	Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique
CECS	Community Education Computer Society, Afrique du Sud*
CEPES	Centro Peruano de Estudios Sociales (Centre péruvien des études sociales), Pérou *
CIPESA	Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa, Ouganda*
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
PPCI	Programme des politiques de communication et d'information d'APC
OSC	Organisation de la société civile
DFID	Ministère du développement international du R.-U
DGIS	Direction générale de la coopération internationale du ministère des affaires étrangères des Pays-Bas
EASSy	Système de câble sous-marin pour l'Afrique de l'Est
ECLAC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
EED	Evangelischer Entwicklungsdienst (Service de développement de l'Église protestante), Allemagne
eLAC	Stratégie régionale de politiques de TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes, élaborée par les gouvernements
ENDA-TM	ENDA-Tiers Monde (Environnement et développement du tiers-monde), Sénégal *
ESLARED	Fundación Escuela Latinoamericana de Redes (Fondation des réseaux scolaires latino-américains), Venezuela*
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds d'échange des membres d'APC
FGI	Forum sur la gouvernance de l'internet
FMA	Foundation for Media Alternatives (Philippines)*
FOSS	Logiciels libres
FSI	Fournisseur de services internet
FUNREDES	Fundación Redes y Desarrollo (Association réseaux et développement), République dominicaine*
GAID	Global Alliance for ICT and Development
GEM	Méthodologie d'évaluation de genre
GenARDIS	Genre, Agriculture et Développement rural dans la société de l'information

GKP	Global Knowledge Partnership
Hivos	Humanistisch Instituut voor Ontwikkelingssamenwerking (Institut humaniste pour la coopération avec les pays en développement), Pays-Bas
ICANN	Internet Corporation for Assigned Names and Numbers
IGC	Institute for Global Communications, USA*
IICD	Institut international pour la communication et le développement
IMARK	Information Management Resource Kit
IPD	Institute for Popular Democracy, Philippines*
ITeM	Instituto del Tercer Mundo (Institut du tiers-monde), Uruguay*
JCAFE	Japan Computer Access for Empowerment, Japon*
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ONG	Organisations non gouvernementales
OSI	Open Society Institute
owpsee	OneWorld Europe du sud-est, Bosnie-Herzégovine*
PARF	Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC
PPCI	Programme des politiques de communication et d'information d'APC
PROTEGE QV	Promotion des technologies garantes de l'environnement et de la qualité de vie, Cameroun*
PUS	Programme d'usage stratégique d'APC
RITS	Rede de Informações para o Terceiro Setor (Réseau d'information pour le secteur tertiaire), Brésil *
SANGONeT	Réseau des ONG sud-africaines, Afrique du Sud *
SAT-3/WASC	Câble sous-marin de l'Atlantique sud 3/Afrique de l'Ouest
SDC	Agence suisse de développement et de coopération
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
TEAMS	Câble sous-marin du système marin d'Afrique de l'Est
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TICpD	Technologies de l'information et de la communication pour le développement
TRICALCAR	Tejiendo Redes Inalámbricas Comunitarias en América Latina y el Caribe (Tisser des réseaux communautaires sans fil en Amérique latine et dans les Caraïbes)
UIT	Union internationale des télécommunications
VEF	Violence à l'égard des femmes
VOICE	Voices for Interactive Choice and Empowerment, Bangladesh*
VoIP	Communication vocale sur protocole internet
WOUGNET	Women of Uganda Network, Ouganda*

* Organisations membres d'APC

APC est-elle un réseau ou une organisation ?

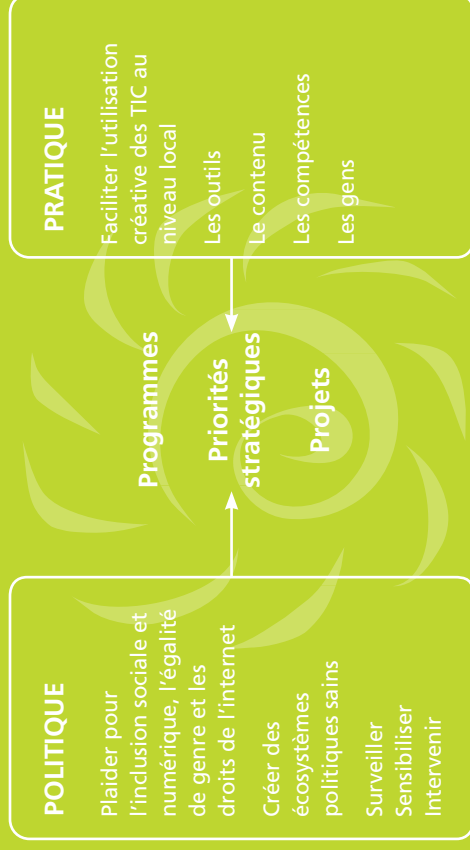
APC est à la fois un réseau et une organisation. Ses membres sont des organisations qui travaillent dans leur propre pays – dont la majorité se trouve dans le Sud– pour s’acquitter de la même mission qu’APC.

Dans le cadre du réseau d’APC, ils se font entendre avec force au plan international. Les membres fixent les priorités stratégiques d’APC l’organisation tous les cinq ans.

APC travaille également en étroite collaboration avec de nombreux partenaires pour lui permettre d’élargir sa portée, d’aider les institutions locales et de renforcer les réseaux locaux.

APC se démarque à la fois au niveau des politiques et de façon concrète avec la technologie et les gens qui l’utilisent.

Quelle est notre théorie du changement ?



Les sept dimensions du changement d'APC

